

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

JEUDI  
29 AVRIL 1976

Après la grève de Bourgogne-Electronique

Dans les facultés

## 23 OTAGES LA GREVE CONTINUE

● La direction publie une liste de syndicalistes indésirables ● Débrayage'hui dans l'usine

● La coordination nationale étudiante maintient son appel à la grève générale pour l'abrogation de la réforme

lire pages 7 et 8

23 noms. Tous des militants syndicaux. Telle est la liste des licenciés pour fait de grève que vient de publier la direction de Bourgogne Electronique.

Ce haut fait patronal vient s'ajouter à la liste déjà longue des prises d'otages ouvriers : après les syndicalistes licenciés d'Usinor Dunkerque ; après les quatorze de Renault Billancourt ; après la charette de délégués et de grévistes actifs à Paris Rhône, les conflits récents ont vu cette répression anti-syndicale encore s'accroître : neuf délégués CGT et CFDT licenciés à Peugeot Beaulieu ; plusieurs militants actifs de la CFDT à Bretoncelles menacés après seize mois de lutte de n'être pas réembauchés ; et la rafle raciste de seize délégués immigrés des foyers Sonacotra organisée directement par les services de Poniatowski.

Derrière les bavardages officiels sur les bienfaits de la reprise, et les vertus du travail manuel, c'est une politique de répression sélective, qui vise à frapper les forces vives du mouvement syndical « pour l'exemple », afin de décourager d'autres conflits, et d'enrayer une montée des luttes ouvrières face à ce gouvernement minoritaire.

Contre de telles attaques, on ne peut réagir usine par usine. C'est à l'ensemble des travailleurs dijonnais d'engager la bataille contre le licenciement des 23 otages de Bourgogne Electronique, comme c'est sur toute la ville de Besançon que s'est faite la mobilisation à l'occasion du procès Bourgeois. C'est aussi à tous les travailleurs français et immigrés de se mobiliser au coude à coude pour le retour immédiat des 16 délégués des foyers Sonacotra expulsés.

Le premier Mai sera l'occasion de le faire savoir dans la rue.

### CE SOIR A PARIS TOUS AU MEETING DE LA LCR

● Les partis ouvriers à portée du pouvoir en Espagne, en Italie...

● Portugal : le bilan des élections (Charles Michaloux de retour du Portugal)

● France : après les cantonales...

A la Mutualité  
rue Saint Victor,  
Maubert Mutualité à  
20h 30

3<sup>e</sup> journée du procès de Pierre Goldman à Amiens

## L'AVEU DU COMMISSAIRE LECLERC

Au terme de cette journée de débats, lourds en rebondissements, le doute semble s'être emparé de tous. Les jurés attentifs, prennent des notes, et chose inhabituelle, posent des questions. Tout paraît si peu sûr que déjà le président envisage de prolonger les débats jusqu'à lundi prochain. Dernier témoin de la journée, le commissaire Leclerc qui, à l'époque, dirigeait l'enquête. Il est aujourd'hui patron de la brigade anti-gang. Pour lui, les conditions de reconnaissance par les témoins ont été parfaites. Quant à Goldman, il aurait eut, après la confrontation, une sorte d'aveu lorsque se prenant la tête entre les mains, il aurait dit : « est-il possible que dans un moment de folie on puisse commettre de si horribles crimes et les oublier ensuite ». Goldman le nie et rétorque que cette phrase ne vaut rien puisqu'elle ne figure dans aucun procès verbal, ce que reconnaît Leclerc.

Pierre Goldman, (AFP).



### RICHARD DESHAYES GAGNE SON PROCES

Le tir tendu condamné

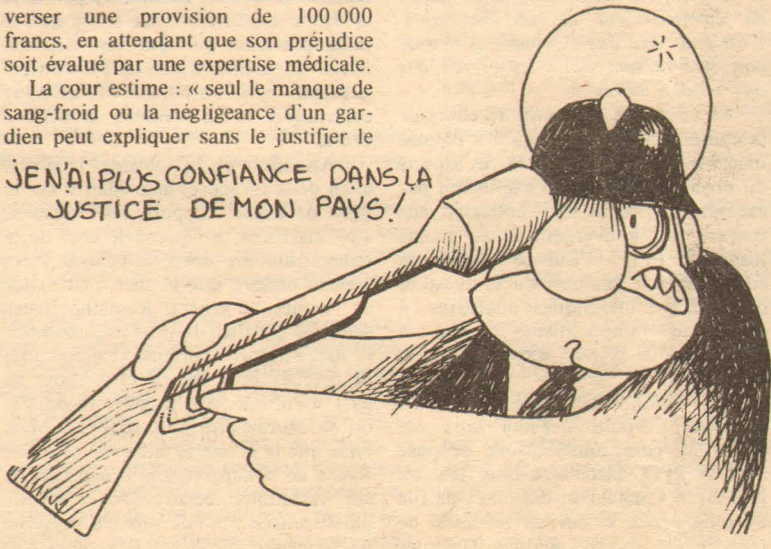
A l'occasion d'une manifestation du Secours rouge, le 9 février 1971, Richard Deshayes avait été défiguré par une grenade tirée à bout portant. Il devait perdre un oeil et ne conserver qu'un dixième de vision à l'autre.

Hier, la 1<sup>re</sup> Chambre du tribunal civil a condamné la Ville de Paris à lui verser une provision de 100 000 francs, en attendant que son préjudice soit évalué par une expertise médicale.

La cour estime : « seul le manque de sang-froid ou la négligence d'un gardien peut expliquer sans le justifier le

tir tendu qui, en transformant une grenade lacrymogène en projectile de défense et non plus de dissuasion, a causé à Deshayes des blessures jamais encore constatées au cours d'événements comparables ».

Dont acte.



Mais par dessus tout, la défense tenait à éclaircir un point de l'enquête. Quinet, blessé, sur son lit d'hôpital et interrogé par Leclerc aurait parlé d'un individu de type méditerranéen. Après réflexion, le commissaire reconnaît avoir pu parler le premier au blessé en ces termes du suspect, alors que Quinet disait « un mulâtre ». Ainsi, les dépositions des 2 seuls survivants (Quinet et Trocard) susceptibles d'avoir vu l'agresseur de face correspondaient. Après « l'aveu » de Leclerc, c'est une pièce maîtresse de l'accusation (une de plus) qui s'abat. La défense ne croit pas à une machination policière, elle entend montrer les lacunes d'une enquête policière aussi sérieuse soit-elle. Et cela mérite qu'on se pose des questions.

G. Marion.

Lire page 12)

### Témoin de l'accusation, levez-vous ! Mais qui est donc ce bon docteur Pluvillage ?

Connaitre le passé de ceux qui l'accablent comme eux connaissent le sien. « Pour mettre à nu les présupposés idéologiques ou raciaux qui, dans cette affaire, sous-tendent beaucoup de témoignages ». C'était le souhait exprimé hier, lors de la seconde journée de son procès par Pierre Goldman.

Il ne croyait pas si bien dire.

Nous avons reçu la lettre qui suit. Ses auteurs ont demandé, pour des raisons professionnelles compréhensibles, l'anonymat. Mais nous avons pu avoir une confirmation téléphonique de leur existence. Au centre de leur témoignage, une personnalité : le docteur Pluvillage... Une forte personnalité. Il a assisté à l'agression du boulevard Richard Lenoir du haut des quatre étages d'un immeuble voisin. Il faisait nuit. N'importe. Le docteur a reconnu l'agresseur en Goldman, plusieurs mois après. Il n'a pas eu une hésitation, il sait, c'est bien lui, il le jure. Conviction acquise sur la base de faits matériels ou... faut-il chercher ailleurs ? Car, voici que tout à coup, une simple et courte lettre éclaire d'un jour nouveau le bon docteur Pluvillage...

### TEMOIGNAGE

A propos du procès de Pierre Goldman et plus particulièrement de l'un des témoins à charges : le Pr Pluvillage.

N'ayant aucun point commun avec Pierre Goldman, mais connaissant le Pr Pluvillage, pour avoir travaillé dans son service, nous n'avons évidemment été aucunement surpris par son attitude lors du procès ; elle reflète clairement le parti pris idéologique du personnage : mépris de l'individu, préjugés sociaux et raciaux...

Cette orientation se retrouve tant au point de vue de ses conceptions de la psychiatrie (il reste l'un des tenants du féodalisme en la matière) que du fonctionnement même de son service : consultations où « les critères objectifs » de sélection sont la longueur des cheveux, le teint, le costume...

— salles communes où le règlement est draconien (im-

possibilité de sortir de la salle durant tout le séjour, les malades devant rester toute la matinée au lit sans fumer...) et où l'expulsion par « mesure disciplinaire » reste un moyen de persuasion majeur.

— en outre, du point de vue strictement professionnel, le service social de son service affiche l'incompétence comme vertu principale. L'encadrement psychologique et médical est nul (les entretiens avec le malade sont qualifiés de « psychiatrie de bazar ») les traitements sont assez monomorphes (doses massives de neuroleptiques). Que peut-on penser de l'impartialité d'un tel témoin ?

Nous voulons seulement par ce témoignage contribuer à remettre à son juste plan le « poids moral » que confère à ce sinistre personnage, sa position sociale.

D'anciens externes du service du Pr Pluvillage à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre.

16 PAGES DEMAIN POUR LE 1<sup>er</sup> MAI



## ITALIE

L'extrême-gauche  
prépare la campagne électorale

## LES DERNIERS JOURS DU GOUVERNEMENT MORO

Rome, le 28 avril.  
De notre correspondant

Après le Parti socialiste et le parti communiste qui ont déclaré qu'ils voteraient « non » lors du débat sur le gouvernement Moro aujourd'hui au Parlement, les derniers alliés de la Démocratie-chrétienne, les sociaux-démocrates du PSDI ont annoncé qu'ils s'abstiendraient. Ils ont en effet expliqué que, en soutenant l'actuel gouvernement, ils craignent de se couper totalement des autres partis de gauche. Une façon comme une autre de préparer l'avenir. La fin de la législature semble donc certaine.

La DC pourrait évidemment tenter un dernier coup de théâtre : la démission du président Leone, « sali » par le nouveau scandale Lockheed ; dans ce cas, la présidence par intérim serait confiée au président du Sénat qui, selon la Constitution, n'a pas le pouvoir de dissoudre les Chambres.

Un tel expédient provoquerait cependant des réactions de masse très dures ; il apparaît donc certain que, d'ici le 7 mai, la date limite, le Parlement sera dissous et que les élections auront lieu le 20 ou le 27 juin.

Dans ce contexte, le débat s'est ouvert au sein de l'extrême-gauche sur la tactique à adopter dans la bataille électorale. Depuis plusieurs mois déjà, Lotta Continua (LC) a proposé des listes unitaires de tous les groupes ; Avanguardia Operaia (AO) et le PDUP ont relancé leur liste unitaire **Democrazia Proletaria** (avec laquelle les deux organisations avaient fait campagne le 15 juin dernier). Sous la pression de nombreuses structures unitaires de base, A.O. a proposé que L.C. entre dans cette coalition. Mais le PDUP a répondu par une position de rejet arbitraire de l'unité avec Lotta Continua.

Adriano Sofri, dirigeant de Lotta Continua, a précisé hier que la condition pour un accord unitaire est

qu'il y ait des candidats de Lotta Continua (sur les listes de Democrazia Proletaria) dans toutes les circonscriptions, alors que A.O. proposait comme base d'accord l'inclusion de candidats de Lotta Continua dans 10 circonscriptions sur 32. Si aucun accord ne peut être atteint sur cette base, Sofri propose des désistements réciproques en faveur des listes les mieux placées (ce qui voudrait dire que LC ne se présenterait pas à Milan et ferait campagne pour Democrazia Proletaria dans cette ville, tandis que l'inverse se produirait à Turin et à Naples).

Le Quotidien des travailleurs (journal d'Avanguardia Operaia) a publié jeudi la résolution de l'organisation sur les élections, qui propose une « association partielle de L.C. aux listes de Democrazia Proletaria, là où il existe une pratique commune dans le mouvement de masse ».

Aujourd'hui, Magri, dirigeant du PDUP a réaffirmé l'opposition de son organisation à un accord unitaire avec Lotta Continua, dont les positions ne seraient pas « différentes » mais « antagoniques » de celles du PDUP.

Les Gruppi comunisti rivoluzionari, section italienne de la IVème Internationale, se sont dès le départ battus pour des candidatures unitaires de l'extrême-gauche. Au cas où le PDUP ne reviendrait pas sur sa position de rejet sectaire de l'unité avec Lotta Continua, les GCR participeraient à une campagne avec L.C., en insistant pour que celle-ci soit la plus unitaire possible et regroupe des secteurs d'avant-garde plus larges.

Car il est en effet clair que la poussée pour une campagne unitaire est extrêmement forte dans tous les secteurs en rupture avec le réformisme, et la présentation de deux listes électorales risque d'affaiblir le pôle révolutionnaire dans la campagne.

Edgardo Pellegrini

## PORTUGAL

La bourgeoisie portugaise presse  
Mario Soares d'ouvrir la porte à droite

## «MARIO SOARES, NE DEVENEZ PAS ALLENDE !»

De notre envoyé spécial  
Lisbonne, le 28 avril,

La classe politique portugaise semble férue d'histoire contemporaine. Après la victoire du Parti socialiste et du Parti communiste portugais aux élections pour l'Assemblée de la République, les dirigeants du CDS (Centre démocratique et social) et du PPD (Parti populaire démocratique) tiennent un langage qui évoque irrésistiblement celui tenu voilà quelques années par le Parti national de Jorge Alessandri et la Démocratie-chrétienne d'Eduardo Frei au Chili. Beaucoup de gens, beaucoup trop de gens commencent à l'évoquer après les résultats du scrutin de dimanche et le refus du Parti socialiste de former une coalition avec le CDS ou même le PPD.

Lundi soir, au cours d'une table ronde des principaux leaders politiques portugais à la télévision, Mario Soares explique qu'il y a déjà eu des précédents à la formation d'un gouvernement socialiste minoritaire au Parlement. Et d'évoquer le cas de l'Unité populaire. Le dirigeant du CDS, Freitas do Amaral, bondit et réplique avec une menace à peine voilée : « Mario Soares, vous avez su

n'incombe pas à Salvador Allende, mais aux politiciens qui avaient des conceptions volontaristes et dont le symbole est le secrétaire général du PS chilien, Carlos Altamirano. » Sottomaior Cardia poursuit : « Conduire, comme cela a été fait au Chili, une politique trop osée quand on ne dispose pas d'une base sociale d'appui - et en cela le marxisme est totalement pertinent - peut être une disposition d'esprit de belle contestation esthétique ou de fidélité idéologique rigide, mais c'est une chose irresponsable et insensée. Ce n'est pas cela que nous désirons faire au gouvernement. Des ruptures sociales il y en a déjà eu assez depuis le 25 avril 1974. Maintenant il est temps d'assimiler ce qui se fait de relativement positif et de consolider une nouvelle politique économique... »

Le Chili, oui, mais pour impressionner les travailleurs et leur montrer qu'il faut être raisonnable... à l'évidence une telle argumentation explique pourquoi ces secteurs ont accueilli comme une divine surprise que le PS ne gagne pas trop de voix et cela explique comment ils ne sont pas pressés de faire un gouvernement majoritaire avec le PCP.



Mario Soares et son épouse Maria Barroso fêtent leur demi-victoire (AFP)

refuser d'être Kérénski, je souhaite que vous sachiez refuser de devenir Salvador Allende »

L'éditorial du *Jornal Novo* désormais contrôlé étroitement par la Confédération de l'industrie portugaise qui le finance, reprend les mêmes arguments sous le titre « L'exemple d'Allende », l'éditorialiste conclut : « Marginaliser du gouvernement plus de 40 % de l'électorat - constitué par les électeurs du PPD et du CDS - ne serait-ce pas assumer le risque d'allier le mécontentement de droite et de gauche et même d'additionner les facteurs de déstabilisation provenant de secteurs apparemment opposés ? Nous reconnaissons que la tâche du PS est bien difficile, et que son succès ou son échec résultera aussi en grande partie du comportement de ses opposants. C'est pour cela que l'exemple d'Allende doit être présent dans les esprits des uns et des autres ».

Sa Carneiro, lui aussi, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée mardi matin, a évoqué d'autres aspects du précédent chilien, en expliquant par exemple que si le PS n'entendait pas entendre son gouvernement au moins jusqu'au PPD, l'Europe capitaliste adopterait une position sur la question des aides économiques analogues à celles de l'impérialisme quand il organisait le blocus économique du Chili de l'UP.

Le Chili, la droite du Parti socialiste l'évoque aussi pour faire accepter les compromis qu'elle propose avec le PPD. Dans une interview au journal *A Capital*, l'un des chefs de file de cette droite se permet lui aussi de réécrire pour son compte l'histoire récente. Qu'en juge :

« La responsabilité de ce qui s'est passé au Chili avec un gouvernement minoritaire qui a tenté de faire de profondes transformations sociales

Pour l'heure, le PPD, qui maintient son refus de voir le PCP participer plus longtemps au gouvernement a décidé de remettre ses deux portefeuilles ministériels à la disposition du Premier ministre. Cette mesure indique qu'ils sont pour un remaniement immédiat du gouvernement, sans pour autant être décidés à déclencher une crise ministérielle en démissionnant.

Ils veulent également ainsi gagner une semaine pour trouver chaussure, ou plutôt botte à leur pied parmi les militaires présidentialistes. A ce sujet, les frères ennemis du PPD et du CDS se retrouvent copains en demandant que le candidat militaire unique ait l'aval des « trois partis démocratiques », c'est-à-dire du PPD, du CDS et du PS. Ce faisant, les partis de la droite espèrent à voix haute que le futur président qui, par son élection, devra représenter avant tout l'« intérêt national » aura un poids suffisant pour contraindre le PS à ouvrir la porte à droite.

Au début de la semaine, la droite avait deux militaires apartidaire sur la ligne de départ. Depuis, les choses se sont clarifiées. Et quand le chef de la région militaire nord, le général Pires Veloso déclare que le chef d'état-major de l'armée, le général Ramalho Eanes serait le candidat le plus indiqué pour la magistrature suprême. Il prend soin de préciser qu'il entend rester pour sa part « l'ultime des ultimes recours », on ne saurait être plus clair. Mais pour que la droite se taille sur pied une figure de bonaparte à la dimension de ses ambitions, encore faut-il qu'elle puisse miser sur une relative passivité de la classe ouvrière. Il semble que les manifestations du 1er mai, qui peuvent pour la première fois depuis le 1er mai 1974 se dérouler dans l'unité la plus large, vont dissiper ces illusions.

Michel Rovere

## aux quatre coins du monde

### REPRESSION CONTRE DES MILITANTS IRANIENS EN INDE

Le 22 avril au matin, 117 militants iraniens, pour protester contre l'ordre d'expulsion d'un de leurs camarades, Mansour-Nadjafi, ont organisé une manifestation à New Delhi. La police les a arrêtés et conduits en prison. A 16 heures ils déclenchent une grève de la faim pour protester contre ces arrestations arbitraires. La police les a « passés à tabac » et les a transférés dans une autre ville. Dès leur arrivée dans cette autre prison, ils ont été attaqués et sauvagement battus par les policiers et les prisonniers de droit commun. 23 de ces étudiants antifascistes ont été gravement blessés et transportés à l'hôpital.

Le 23 avril ces étudiants iraniens et les prisonniers politiques indiens de la prison ont déclenché une nouvelle grève de la faim de 48 heures pour annuler l'ordre d'expulsion de Mansour Nadjafi. Dès aujourd'hui une nouvelle grève de la faim est déclenchée pour annuler l'ordre d'expulsion et protester contre les arrestations arbitraires et la brutalité des policiers. Le 27 au matin 500 policiers ont attaqué et battu violemment les prisonniers dans leur cellule.

Les journaux indiens ont passé l'affaire sous silence. De son côté la Confédération des étudiants iraniens a organisé le 24 avril une manifestation devant l'ambassade de l'Inde à Londres. Aujourd'hui à Paris l'Union des étudiants iraniens en France envoie une délégation à l'ambassade de l'Inde ainsi que toutes les autres sections de la confédération dans les différentes villes d'Europe et d'Amérique.

Nous faisons appel à toute personne éprise de justice, à toutes les organisations de gauche, à tous les antifascistes pour protester contre ces actes arbitraires de la police indienne.

Union des Etudiants Iraniens en France  
Le 27 avril.

### LIBERTE POUR CORVALAN

Luis Corvalan, secrétaire général du Parti communiste chilien est actuellement en cours de jugement pour délit de « subversion » a indiqué mardi le vice amiral Jorge Paredes, juge de la marine pour cette farce abominable qu'est, à coup sûr, cette caricature de procès.

Le dirigeant communiste était accusé par la dictature chilienne des délits de « trahison » envers la patrie, « de détention illégale d'armes » et de « subversion ».

Achetez Rouge  
tous les jours  
dans le même kiosque

## USA

### L'ascension de Jimmy Carter TARTUFFE FOR PRESIDENT !

« Qu'est ce qui nous fait grand ? L'amour de Dieu, de notre pays, de nos enfants. Le peuple américain est un réservoir inépuisable de bon sens « de jugement sain d'intelligence et il a un indétructible attachement à l'éthique du travail au patriotisme à la fois religieuse ».

L'homme qui s'exprime ainsi sera peut-être demain Président des Etats-Unis. Jimmy Carter vient en effet de remporter, en Pennsylvanie, sa septième victoire sur neuf élections primaires déjà discutées. Et, semble-t-il, la ferveur religieuse de ce précédent démocrate à la Maison blanche n'est pas pour rien dans cette série de succès. Conscient de l'écho dont joint sa campagne dans une Amérique inquiète et qui ne semble pas trop bien savoir à quel Saint se vouer, Jimmy Carter a encore accentué le côté « pèlerinage » de sa campagne au cours de ces dernières semaines. Des gestes de prédicateurs, de constantes références bibliques transforment ses discours électoraux en de véritables homélies politiques. Aborde-t-il le problème du chômage ? « Je crois au dix commandements. Ils disent que six jours doivent être consacrés au travail et le septième au repos. Trop

souvent dans ce pays nous ne nous souvenons que du septième ».

Professant une humilité profonde « Je suis juste comme vous. Pas plus capable ou plus intelligent. Mais je sens que vous parlez avec le prochain président des Etats-Unis », Carter rejette les accusations selon lesquelles il est atteint d'un complexe du Messie « je ne pense pas que Dieu va me faire président. Je n'ai pas demandé au seigneur « fais moi réussir », mais « fais moi faire les choses qu'il faut ».

En somme ce Tartuffe qui, alors qu'il postule à la présidence des Etats-Unis, ose axer sa campagne autour du thème « je ne vous dirai jamais un mensonge » ne fait que reprendre à son compte un programme d'autres déjà ont défendu avant lui : Dieu, travail, famille, patrie.

Le pire, c'est que, face à la crise des valeurs morales qui traverse la société américaine, se transformant souvent en crise spirituelle, cela pourrait marcher. Il fait savoir en effet que le mouvement théologique évangéliste dont se réclame le prétendant démocrate rassemble aux Etats-Unis près de treize millions et que 250 000 personnes y adhèrent chaque année.



En marge du voyage de Kissinger en Afrique

## L'APPETIT MILITAIRE ET POLICIER DES USA

« La chute de Patrice Lumumba en 1960, puis le coup d'état qui porta le général Joseph Mobutu au pouvoir en 1965 ; le paiement par la CIA de fortes sommes d'argent aux hommes politiques ; la manipulation des mouvements culturels, syndicaux ou de jeunesse ; des investissements croissants dans la propagande mensongère, tout cela contribua à mettre en place des régimes pro-occidentaux qui se terminèrent par la dictature militaire qui gouverne le pays depuis neuf ans ». Un diagnostic fait par un connaisseur, M. Morris, ancien conseiller de Kissinger, qui résume assez fidèlement les buts et les méthodes de la politique américaine en Afrique.

Inspirée par les grandes firmes américaines, elle a pour ambition de maintenir un immobilisme néo-colonial et de s'opposer à toute influence communiste. Cette immixtion dans les affaires des Etats a pris de plus en plus d'ampleur ces dernières années, car durant longtemps l'Afrique, n'a pas représenté pour Washington une zone d'activité privilégiée.

### Les fondations « philanthropiques » DE LA CIA

Ses premières opérations ont lieu dans les années cinquante alors que la plupart des pays sont encore sous domination coloniale. Ce fut le soutien aux fractions pro-occidentales des mouvements nationalistes qui n'excluaient pas la

concurrence avec les anciennes puissances coloniales. Un des ces aspects fut l'utilisation d'institutions à vocation culturelle. On peut citer ainsi « l'African-American institute » en direction des élites noires à lier aux grandes firmes US., « l'African-American labor center » dirigé par le célèbre Irwing Brown qui permit le lancement de « syndicats » africains, « l'African Society for African Culture » qui servit à combattre le panafricanisme militant par l'exacerbation des nationalismes culturels etc... Les Etats-Unis purent ainsi

disposer d'une redoutable infrastructure (fondations, universités, entreprises...) qui permit une pénétration, économique, militaire et idéologique assez efficace par la multiplication de ses canaux. Cependant les Etats-Unis n'ont commencé réellement à s'intéresser à l'Afrique qu'après 1965. Un intérêt croissant résumé en ces termes par William Cotter, président de l'institut afro-américain « Mis à part nos besoins futurs en ressources d'origine africaine, nos relations commerciales avec ce continent nous rapportent de beaux bénéfices. Au cours des six premiers mois de 1974, les exportations américaines en Afrique ont augmenté de 55 % par rapport à la moitié de 1973 (soit 1 697 millions de dollars) alors que nos importations (notamment le pétrole du Nigeria) ont plus que doublé (atteignant les 2 727 600 dollars); au cours de l'année 1974, grâce à leurs transactions et leurs investissements en Afrique, les

sociétés américaines vont probablement gagner des sommes de l'ordre de 1 380 000 dollars ». Cela est à parler clair ! Pour atteindre ces objectifs la gamme des moyens va s'étendre. Ils s'ordonnent, conformément aux lignes de force de la diplomatie US suivant trois zones : les états de l'Afrique du Nord con-

sidérés comme le prolongement du monde Arabe ; ceux du sud du Sahara envers lesquels sont avancées des propositions de collaboration économique (Cf leurs matières premières) ; l'Afrique australe enfin avec comme partenaire privilégié l'Afrique du sud.

### Les programmes d'« instruction » du Pentagone.

Pour spectaculaire que soient les activités de la CIA, d'autres outils méritent attention. En l'occurrence, le PENTAGONE. Celui-ci fournit à de nombreux régimes africains des ar-

mes et des programmes d'instruction.

Une formation faite sur le terrain (grâce à l'envoi de conseillers et la mise en place de programmes d'assistance) ou aux Etats-Unis, à Fort Bragg. Formation souvent orientée vers la lutte anti-guerrilla comme il se doit. Une entreprise qui très souvent bénéficie de l'aide de chercheurs spécialisés dans le domaine africain et de concours de pays tiers comme Israël. Le Zaïre a ainsi 275 de ses officiers « instruits » aux Etats-Unis et 265 dans les pays tiers.

Egalement lié aux gouvernements, c'est le cas de l'Ethiopie, du Liberia, et du Zaïre existent des organismes « d'assistance en matière de sécurité » dont la fonction est de dispenser des « conseils politiques » et de recommander les équipements américains. Enfin dans cet effort de quadrillage du continent il faut noter l'importance stratégique qu'a l'Afrique du sud tant au point de vue de la surveillance des routes maritimes au large du Cap, que du dispositif de l'océan indien et de l'Afrique australe. Un arsenal diversifié est donc mis en place et l'on doit s'attendre à son renforcement dans les années à venir, conjointement au renforcement de la volonté de pénétration économique des firmes US. Il est le complément indispensable de la politique néo-coloniale de Washington visant à donner aux peuples les apparences de leur autonomie et de leur indépendance.

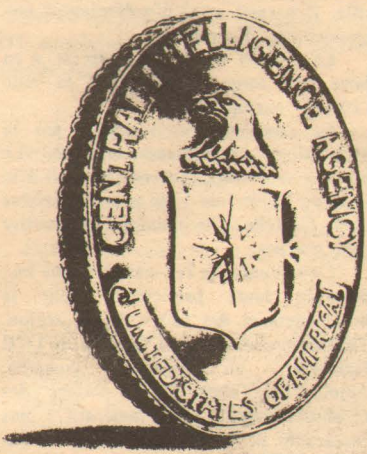
F. Tenaille.



## Histoire des services de renseignements américains

Julien Tonnac

### LE TALON DE FER



### La CIA, un enfant de la guerre froide. (1)

« Lorsque j'ai créé la CIA, je ne pensais pas qu'elle deviendrait en temps de paix, une affaire de cape et d'épée. Bien des ennuis et des complications que nous avons subis peuvent être attribués au fait que ce pénible service présidentiel de renseignement a abandonné le rôle qui était le sien ».

Harry Truman Président des Etats-Unis

La commission sénatoriale américaine sur les activités des services de renseignement a publié lundi la première partie de son rapport final.

Ce long rapport de 600 pages comprend « un historique de l'évolution du renseignement, une évaluation du système de renseignement des Etats-Unis, une étude critique de ses problèmes, des recommandations pour une action du législatif dans ce domaine et les recommandations de la commission à l'exécutif ».

Cette première partie concerne les activités de renseignement à l'étranger où la CIA reconnaît avoir réalisé quelques 900 opérations clandestines « importantes » et en aurait lancé des milliers d'autres mineures, au cours des 15 dernières années. Sans que l'on puisse savoir si les opérations menées au Portugal, en Espagne ou en Italie où la CIA a reconnu, entre autres, avoir versé des subsides à différents partis politiques propres à s'opposer à la montée des communistes, sont considérées comme des opérations « importantes » ou des opérations « mineures ». A moins que le terme « important » ne s'applique qu'aux multiples assassinats ou tentatives d'assassinats qui jalonnent l'histoire de la CIA.

En effet, le rapport ne donne pas de nouveaux détails sur ces opérations, dont les plus spectaculaires ont déjà été révélées (rapport de la commission Church et de la commission Rockefeller) et viennent d'être publiées en France aux Editions Stock sous le titre « Les complots de la CIA. Manipulations et assassinats ».

Héritière du « Central Intelligence Group », la CIA n'a vu son rôle et ses fonctions définies qu'avec le « National Security Act » de 1947 qui, en même temps, unifiait les forces armées américaines, « renforçait la centralisation, instituait le Département de la Défense au Pentagone et un Conseil national de sécurité avec la CIA comme organisme Opérationnel » (2).

Le cadre idéologique de son intervention fut déterminé le 12 mars 1947 quand, devant le Congrès, le président Truman développait les axes de ce qui devait devenir la « doctrine Truman », entama sa croisade idéologique contre l'URSS. Un mode de vie est fondé sur la volonté de la majorité, il se distingue par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties pour la liberté individuelle, la liberté de parole et de religion et la protection contre la répression politique.

Le second mode de vie est fondée sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité. Il repose sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio aux ordres, des élections fabriquées et la suppression des libertés individuelles ».

### Le règne des frères Dulles

Mais la CIA ne connut son véritable essor qu'avec l'élection d'Eisenhower en novembre 1952 et la nomination de John Foster Dulles au poste de secrétaire d'Etat, et de son frère, Allen Dulles, à la direction de l'Agence. Du renversement du premier ministre iranien Mohamed Mossadegh, le 19 août 1953, au putsch guatémaltèque contre le régime de Jacobo Arbenz le 18 juin 1954, en passant par l'installation au pouvoir, deux jours plus tôt, le 16 juin, de Ngô Dinh Diem au Vietnam du Sud, il n'aura fallu que dix-huit mois pour que la CIA devienne le principal gardien des intérêts de l'impérialisme US dans le monde.

Dès lors, la voie était ouverte qui devait conduire les Etats-Unis à intervenir plus ou moins ouvertement sur tous les continents. Cependant, ces premières interventions contenaient déjà en elles les germes de la crise qui frappe aujourd'hui la CIA depuis le coup d'Etat chilien : une trop grande coïncidence entre intérêts privés et intérêts d'Etat.

En Iran, le gouvernement de Mossadegh fut renversé par un premier coup d'Etat préparé et dirigé par la CIA après que le premier ministre ait annoncé la nationalisation de l'Anglo-iranian Oil Company, qui disposait alors du monopole des ressources, le cartel fut alors signer un accord sur des bases nouvelles, attribuant 40 % des parts de la nouvelle société à la Standard Oil of New-Jersey, la Gulf Oil, la Standard Oil of California, la Socony Mobil, la Texaco.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et la dissolution de « l'Office of Strategic Service » (OSS), l'histoire des services de renseignements américains est iné-

luctablement liée à celle de la guerre froide qu'il s'agisse de la création de la Central Intelligence Agency en 1947, de la nomination à sa tête d'Allen Dulles en 1953 ou de son éviction en 1961, qu'il s'agisse enfin de la crise qui secoue depuis maintenant seize mois les principales agences de renseignement, chaque étape importante provient de l'évolution

### Naissance de la CIA

Quand, en 1946, le président Truman crée le « Central Intelligence Group », qui deviendra un an plus tard la CIA, ce n'est pas seulement du fait de la médiocrité des résultats obtenus par l'OSS tout au long de la guerre. L'OSS, née avec l'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Japon et l'Allemagne, n'est pas adaptée, ni idéologiquement ni structurellement, au conflit qui se développe avec l'URSS. Une refonte complète des services de renseignements s'imposait, avec d'autres hommes, sur de nouveaux objectifs. Ainsi, une des premières mesures de la nouvelle agence fût de récupérer le général Reinhold Gehlen, ancien chef de la section d'espionnage de l'Armée allemande sur le front russe, depuis 1942. « On lui confia le commandement autonome de sa propre « armée » d'agents privés, avec un état-major choisi personnellement pour organiser l'espionnage de guerre froide dans la zone soviétique d'Allemagne pour le compte des Etats-Unis. Gehlen reçut des américains six millions de dollars par an pour financer ses opérations. » (1)

Or, Franck C. Tiarks, l'un des collègues d'Allen Dulles, était également directeur de l'Anglo-iranian Oil, tandis que Sulli Van Cromwell, la firme juridique où les frères Dulles étaient associés, avait été pendant longtemps conseiller juridique de l'Anglo-iranian Oil (4).

De la même façon, au moment où il décida du sort du peuple guatémaltèque, après que le gouvernement Arbenz ait exproprié 94 000 des 120 000 hectares de terres non cultivées appartenant à la United Fruit Company, John Foster Dulles était à la fois actionnaire et conseiller de la compagnie. Son frère, avait lui-même été président de la United Fruit, tandis que John Moors Cabot, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines, en était l'un des gros actionnaires.

L'une des premières mesures du Colonel Castillo-Armas qui remplaça Arbenz, fut de rendre à la United Fruit les 110 000 hectares de terres qui lui avaient été confisqués. De plus 400 000 hectares, qui dans le cadre de la réforme agraire avaient déjà été distribués aux paysans leur furent repris.

(1) David Horowitz : « De Yalta à la guerre du Vietnam »

(2) John Pietta : « Derrière la façade », nouvelle Revue Internationale.

(4) David Horowitz. Idem

Demain : les temps modernes



## OCCITANIE

### UNE REGION MORTE UNE REGION QUI LUTTE

Montpellier : de notre correspondant

Au mois d'août dernier, sur la route des vacances, la région était déjà morte. Actions symboliques des viticulteurs qui supprimant, tous les panneaux indicateurs des villes et des villages, voulaient indiquer que le pouvoir était en train de rayer la région de la carte. Aujourd'hui ce n'est plus une action symbolique mais tous les travailleurs de la région qui s'arrêtent pour lutter ensemble. Si ce sont les mêmes qui appellent au 29, cette fois-ci, l'Université et les lycées sont en lutte et la présence acceptée, de l'université en grève ne sera pas symbolique. D'ailleurs cette représentation fait figure d'alliance politique et accentue les clivages, au sein du CID-UNATI et des viticulteurs.

#### L'otage du pouvoir

Albert Teisseyre est toujours l'otage du pouvoir. La presse locale avait fait courir le bruit qu'il aurait pu être relâché avant le 29. Mais, déjà, les maires de l'Aude ont décidé de démissionner. Ceux du Gard envisagent une pareille action. Ce qui ne peut faire oublier que, tout de suite après Montredon et tout de suite après l'arrestation de Teisseyre, seule une riposte unie et immédiate aurait pu faire reculer le pouvoir. Pourtant de nombreux faits

nouveaux apparaissent pour le 29. Alors que la FEN avait voulu exclure les drapeaux occitans des manifestations du 5 (« notre drapeau est le drapeau français ») l'animation culturelle du 29 au matin, aura lieu en partie en occitan. Alors que le 5 c'était plutôt deux mondes qui s'affrontaient, aujourd'hui un certain nombre de liens nouveaux ont été tissés, facilités par les remous du monde agricole, ses différences de plus en plus accusées entre les professionnels syndicaux et les CAV. L'apparente unanimité ne saurait masquer que les gros particuliers s'organisent contre les caves-coopératives. Maffre de Beugé, le président de la fédération des producteurs de vin de table, participe à l'office du vin, alors qu'il avait annoncé son boycott dès sa création, lançant lui-même le qualificatif d'office-bidon. Les miettes données par les négociants, le 15 avril visaient à

calmer, momentanément, les revendications des viticulteurs.

#### L'unité des travailleurs et des viticulteurs

Le PCF voit dans cette journée, la concrétisation de sa ligne : juxtaposition catégorielle le matin, négation des revendications l'après-midi, par le refus de tout mot d'ordre des sections et travailleurs en lutte : la grisaille de l'Union du peuple de France. Mais le 29, ici, ce sera autre chose. Dans sa préparation, dans les rencontres avec les travailleurs et les viticulteurs, c'est une autre unité qui se cimente, celle de la recherche d'objectifs communs autres que la défense de l'économie régionale. Les services d'ordre feront tout pour éviter les bavures. Nul ne voit, ici, un intérêt aux violences.

## CORSE

### Pour la libération d'Edmond Simeoni et de ses camarades

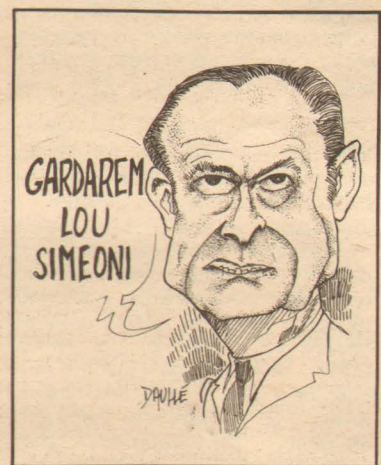
#### LA RAISON D'ETAT ?

Dans un peu plus de deux semaines, Edmond Simeoni et ses camarades comparaitront devant une juridiction dont l'existence même est une atteinte insupportable à ces libertés que l'on dit démocratiques. Il est vraisemblable que le pouvoir demandera de lourdes

peines contre les inculpés. Cinq, sept ou dix ans, là n'est pas le problème. La moindre condamnation serait un déni de justice, dont les conséquences risquent d'être graves.

En occupant la cave de Depeille, en août les militants autonomistes entendaient poser brutalement le problème de la survie d'un peuple mais aussi celui de la condition paysanne dans l'île, celui de l'exploitation éhontée des richesses naturelles par les trusts touristiques, bancaires. à ceux qui, aujourd'hui se posent en moralistes, la réponse est simple : quels moyens avaient les autonomistes de faire entendre leurs revendications, quand pendant des années les gouvernements ont fait la sourde oreille, niant toute légitimité aux appels des travailleurs corses. Et la réaction du pouvoir, en ce sens n'a guère été surprenante. En envoyant ses auto-mitrailleuses, ses militaires armés, il n'a fait que suivre une logique répressive, plus accentuée que sur le continent mais semblable à celle qu'il a adoptée face aux luttes ouvrières et paysannes. Par cette brutalité, Poniatowski a également répondu aux aspirations autonomistes qui, désormais sont majoritaires dans la population de l'île. Comment, en effet, un Etat fort, imprégné d'idéologie jacobine pouvait-il supporter que son pouvoir soit contesté par une « poignée de pouilleux ». Mais, faut-il le préciser, Aleria a été la conséquence d'un autre silence, celui du mouvement ouvrier traditionnel. Impliqué jusqu'au cou dans les tripatoillages électoraux des clans, le PCF local n'a jamais joué un rôle d'avant-garde. Bien au contraire, par son chauvinisme exacerbé, il a servi de repoussoir à une jeunesse radicalisée qui ne s'est pas reconnue dans une organisation dont la spécialité était de chanter la Marseillaise. Aujourd'hui, sous la pression de la masse des travailleurs insulaires, le PCF demande à grands cris la libération d'Edmond Simeoni. C'est un progrès. Mais pourqu'il, le PCF, au niveau national ne fait-il pas campagne sur ce thème ? Rien n'est encore joué. Le pouvoir entend juger tout un peuple. C'est le devoir de tous les travailleurs continentaux de faire savoir à leurs frères corses qu'ils ne sont pas oubliés dans leur île. Edmond Simeoni est devenu un symbole. A tous et à toutes de le défendre. La campagne pour la libération des inculpés doit être un succès. La CFDT et la CGT corses demandent sa libération. Que les motions affluent à la Cour de Sureté de l'Etat, allant dans ce sens. Et que le pouvoir sache qu'Edmond Simeoni ne sera pas seul devant ses juges. Et il faut faire vite.

Antoine Pietri.



## TOURS



### TEST NATIONAL

Tours, de notre correspondant.

La campagne électorale pour l'élection législative partielle prend à Tours un visage particulier. Sur les murs apparaissent de nombreuses affiches, ce qui, pour Tours, que Royer aime à présenter comme une « ville propre » est exceptionnel. Le Nouvelle République du Centre Ouest, dont les attaches politiques à droite sont connues, se met au diapason en consacrant quotidiennement une page à la campagne.

C'est le PCF, qui semble vouloir donner le plus de retentissement à sa campagne. C'est en effet l'occasion pour lui de mettre pour la première fois concrètement en valeur sa politique d'Union du Peuple de France. Ainsi, alors qu'il était de tradition à Tours pour le PCF de présenter un candidat ouvrier, c'est aujourd'hui Vincent Labeyrie, « le savant et l'ouvrier », qu'il a décidé de présenter. Ce qui n'est pas sans poser des problèmes à ses militants. Les aspirations de ceux-ci allant dans un tout autre sens, que celui des références abstraites à la démocratie et à la liberté.

La candidature réactionnaire de Royer, que les affiches présentent comme une candidature « libre et indépendante » ne trompe personne. C'est en effet à plusieurs dizaines que sont descendus les gros bras des SAC et CDR, venus pour « casser du communiste » (plusieurs colleurs du PS ont déjà été agressés).

Pour sa part la LCR a choisi d'orienter sa campagne autour de deux axes :

- Faire échec à Royer.
- Offrir une alternative révolutionnaire au programme commun.

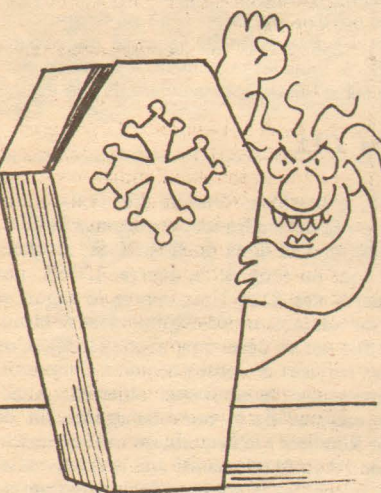
Pour se donner les moyens d'une telle campagne, la section locale a décidé de faire paraître un hebdomadaire « spécial élections ». Celui-ci, rédigé par les camarades de Tours se fait l'écho de notre campagne. Il donne un compte rendu de la vie politique et sociale de la ville. Il permet aussi d'y développer nos propositions d'action.

La section de Tours a décidé d'en faire une large diffusion du la ville (10 000 exemplaires).

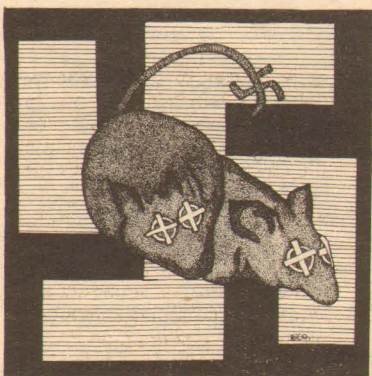
La campagne est vertébrée par la préparation de plusieurs meetings. Le premier se tiendra vendredi 30 avril à la salle de l'Hôtel de Ville avec A. Krivine et F. Castello. Des réunions de quartier sont prévues.

Cette année, le 1er mai revêt une importance toute particulière pour le développement des luttes sur la région. Traditionnellement, LO, le PSU, la LCR formaient un cortège commun. Aujourd'hui, alors qu'un cortège des révolutionnaires est impératif, nos camarades de LO et du PSU n'ont pas jugé nécessaire d'y participer.

Correspondant.



## DIJON



### CONTRE L'INSOLENCE FASCISTE

Depuis plusieurs mois, les fascistes du PFN et du Front de la jeunesse, s'agitent à nouveau, à Dijon. Après s'être attaqués aux locaux de plusieurs organisations (CFDT, PC, PS, AJS-OCI) et à diverses activités militantes de LO et de la LCR (ventes et collages) ils ratonnent maintenant dans le centre-ville, les militants isolés. Un membre des JC a du être hospitalisé, la semaine dernière. Les derniers exploits des nazillons sont à la mesure de la trouille et de la rage qui les animent devant le redéploiement des luttes, très net, localement (BE, Hooper, mobilisations jeunes) Les émules de Pinochet et de Geisel déclarent dans un communiqué « Notre meeting du 30 avril est capital pour l'avenir du Front de la Jeunesse et pour tous ceux qui refusent le découragement et veulent retrouver l'insolence et l'assurance face à l'adversaire ». A l'initiative de la LCR, des perspectives unitaires de riposte se sont mises en place : un dossier brun sur les exactions des fascistes à Dijon, édité

par la LCR, l'OCR, et le PCR sera largement diffusé. Un premier rassemblement se tiendra jeudi à 18 h 30, place d'Arcy pour dénoncer les complicités dont bénéficient les fascistes de

la part du Préfet et de Poujade, maire de la ville. Nous exigeons que le meeting fasciste soit interdit, ce que demande aussi la CFDT et le PC.

Correspondant

### QUATRE JEUNES ANTI-FASCISTES EMPRISONNES

Demain à 13h, quatre antifascistes comparaitront en frisant délit devant la 237<sup>me</sup> chambre correctionnelle. Ils sont inculpés selon la loi anti-casseur et risquent plusieurs mois de prison. Serge Mazoué, Jacques Mignat, Jean Jacques Layani et Farouk Médouni ont été arrêtés par la police vendredi 24 avril vers minuit dans le quartier Pereire à Paris à la suite d'une bagarre avec un groupe d'une dizaine de fascistes qui collaient des affiches de l'UNI.

D'après des témoins, ce groupe était armé de nunchaks, de barres de fer et de coup de poing américains, quand il s'est

affronté avec une douzaine de jeunes anti-fascistes. Les militants de l'UNI se plaignent d'avoir eu des blessés et une voiture Austin abîmée. Ce genre de bagarres se multiplient. En toute impunité les commandos d'extrême droite attaquent les lycées, les vendeurs de journaux, les locaux des organisations ouvrières; aujourd'hui ce sont quatre jeunes anti-fascistes qui sont emprisonnés à la Santé. Ils seront défendus par Maître Jouffa, Comte Lderman mais ce sont toutes les organisations démocratiques qui devront se mobiliser en cas de condamnation.

## BRETAGNE

### GREVE DE LA FAIM

Depuis plus de 9 mois pour certains d'entre eux, la cour de sureté de l'Etat maintient en détention 4 militants autonomistes bretons.

Pour protester contre leur détention arbitraire, P. Loquet, G. Corriton, D. Crochard, C. Denis ont entamé une grève de la faim depuis le 20 avril. L'état de santé de Pierre Loquet est alarmant. Malade cardiaque, il souffre d'artérite et de troubles circulatoires. Ses médecins craignent l'amputation de la jambe gauche.

nous devons exiger d'urgence sa libération; ainsi que celle de ses camarades.



BOURGOGNE-ELECTRONIQUE (DIJON)

## APRES LA GRAND PEUR LA REVANCHE ?

« A la fin de la semaine, il y aura 20 à 25 gauchistes de moins dans l'entreprise » Malot, chef du personnel

Il y a des choses qu'un patron n'oublie pas. La grève de cinq semaines de la BEE a profondément marqué la ville de Dijon. Il y a eu l'autodéfense de la boîte, menée de façon unitaire par les militants de gauche et d'extrême-gauche, lors des menaces d'intervention sur l'usine occupée des SAC. Il y a eu la séquestration du directeur, une nuit durant, par des grévistes goguenards qui disaient : « on ne l'a pas vu depuis douze jours, on l'a, on le garde ». Il y a eu la grande manifestation de soutien organisée en ville, derrière les grévistes. Autant de mauvais souvenirs pour le patronat local.

La grève terminée, les petits cadres, les jaunes, ceux qui avaient baissé la tête, ceux qui se terraient chez eux, réapparaissent. Ils croisent venue l'heure de régler les comptes. Et leur haine est à la mesure de la peur qu'ils ont ressentie durant la grève.

Une première charrette de 23 otages, il n'y a pas d'autres mots, vient d'être publiée. Sur Dijon, c'est une véritable épreuve de force qui s'engage.

**Objectif : décapiter les organisations syndicales**

Sur les 23 licenciés, sont visés la plupart des dirigeants syndicaux, principalement CFDT, mais aussi des militants CGT. C'est bien l'ensemble des organisations syndicales que le patronat veut décapiter. Pour ces messieurs, les travailleurs en lutte, occupant leur usine, séquestrant les patrons et appelant à la rescousse tout le mouvement ouvrier dijonnais, sans exclusive, sont au gré des déclarations des « gauchistes », des « voyous », voire des « communistes enragés ».

Mais la riposte s'organise. Mercredi, se sont tenues deux assemblées générales de plusieurs centaines de travailleurs. Fort des acquis de cinq semaines de grève, ils sont résolus à s'opposer par la lutte à l'arrogance patronale. « Non aux licenciements », tel est bien le ciment de cette nouvelle étape qui continue contre le patronat de la Thomson.

**On débrayera pour accompagner les camarades**

Aujourd'hui, c'est collectivement que ceux que l'on veut licencier se présenteront au bâtiment administratif, à 9 heures, où ils sont convoqués. Pour eux, à l'appel de la CGT et de la CFDT, et par décision des AG d'hier, on débrayera dans toute la boîte pour accompagner ces camarades et manifester sous les balcons des patrons.



Face à cette attaque patronale qui décapite la CFDT sur l'entreprise, il est clair qu'il faut une riposte sur toute la ville. C'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui doit riposter, dans l'unité. La manifestation centrale qui avait eu lieu

durant la grève avait permis de marquer des points. C'est dans cette voie qu'il faut s'orienter. D'ores et déjà, le 1<sup>er</sup> Mai dijonnais sera placé sous le signe des 23 otages.

Correspondant Dijon

### 5 travailleurs tabassés par les nervis d'Amaury

*Les grévistes du Parisien répliquent en prenant un trésor de guerre*

La nuit de mardi : 10 travailleurs de la presse quotidienne collent des affiches près de Villeneuve-St-Georges. Une camionnette du Parisien Libéré se trouve là. Ils s'en approchent. C'est un véritable guet-apens : des dizaines de nervis sortent de plusieurs voitures. 5 travailleurs, pris en otages, sont emmenés dans la forêt de Sénart et copieusement tabassés. Tous sont envoyés à l'hôpital : deux d'entre eux souffrent de fractures multiples.

La riposte des travailleurs du Parisien n'a pas tardé, ils ont investi le centre informatique d'Amaury, qui s'occupe de la gestion, de la comptabilité et des abonnements du groupe. Là, ils se sont constitués un trésor de guerre en emportant les bandes magnétiques et les disques d'information.

Un prêt pour un rendu...

revendications des travailleurs des banques comme des autres secteurs : « la relance, c'est du bidon ! Giscard-Chirac n'ont rien cédé : c'est tous ensemble qu'il faut frapper ! »

Une banderole de la commission femmes CGT de la BNP et une chanson (sur l'air de Mademoiselle Angèle : nous sommes à la BNP 60 % de femmes...) venait rappeler les problèmes des femmes, largement majoritaires dans la profession : discrimination, double journée de travail, etc...

La question qui se pose maintenant et dont il faudra débattre dans le personnel, c'est comment continuer la

mobilisation, et avancer vers une lutte d'ensemble de la profession. De fait, dans la prise de parole qui a terminé la manifestation à Palais-Royal, les directions CGT-CFDT se sont prononcées pour la poursuite de la mobilisation. Ce qu'attend maintenant le personnel des banques ce sont des propositions précises des fédérations. Il est clair également qu'après les échecs de la SNCF et de Peugeot, travailleurs et militants ne se lanceront pas sans garanties dans un tel mouvement. C'est sur ces garanties aussi qu'ils interrogent directions fédérales et confédérales.

Correspondant

## BANQUES : 4000 DANS LA RUE HIER A PARIS

Aujourd'hui 29 b avoir lieu une réunion paritaire entre direction et syndicats. A cette occasion, CGT et CFDT appelaient hier à une grève nationale de 24 de la profession, et à une manifestation à Paris.

Les premières estimations sur Paris indiquent une participation inégale du personnel à la grève (10 à 20 % dans certains centraux de la BNP et de la Société Générale), mais assez remarquable dans les centraux du Crédit Lyonnais (40 à 70 %) et dans deux centres de la BNP (Montreuil et Pleyel : 50 %). Participation très forte également dans les agences les plus touchées par la mobilisation et les luttes en cours, notamment à la BNP (de l'ordre de 1200 grévistes, ce qui constitue un petit record).

A Paris une manifestation a réuni 4 000 personnes, du siège de l'AFB (Association Française des Banques) au Ministère des finances. Outre les revendications de la plate-forme inter-fédérale scandées par les manifestants :

« 2 000 francs minimum, 200 francs pour tous, augmentez les effectifs, réduction du temps de travail », le slogan le plus repris indiquait clairement le principal verrou aux

### 1 Mai toutes à la manifestation

La coordination des groupes femmes facultés, lycées, quartiers, entreprises, de la région parisienne appelle toutes les femmes à participer à la manifestation syndicale du 1<sup>er</sup> Mai pour y affirmer, aux côtés de l'ensemble des travailleurs la lutte des femmes contre la surexploitation et l'oppression qu'elles subissent. Nous appelons les femmes à prendre leur place soit dans leurs cortèges syndicaux, soit dans les cortèges du mouvement autonome des femmes. Pour participer au cortège du mouvement de femmes, la coordination appelle à se regrouper Place Sully-Morland.

### Le projet de taxation sur la plus-value

## UNE PINCEE DE POUDRE AU FOND DES YEUX

Ces temps-ci, on parle beaucoup du projet de taxation des plus-values. Il est bon de voir de plus près de quoi il retourne, d'autant plus que ce projet est présenté, par le gouvernement, comme une initiative visant à normaliser la fiscalité.

Aujourd'hui, le gouvernement a sorti son projet. Jusqu'à présent, la fiscalité taxait les revenus et non les gains en capital. Si vous achetiez, par exemple, des actions en bourse et que vous les revendiez avec bénéfice, vous n'étiez pas imposable sur ceux-ci. Mais uniquement sur les dividendes versés par les entreprises. Cela donnait l'occasion aux entreprises de pratiquer toutes les magouilles possibles.

A l'heure actuelle toutes les passions se déchainent contre ce projet. Le PC a exigé le retrait du projet, car, dit-il :

« contrairement aux allégations démagogiques du pouvoir, il constitue une atteinte au droit de la petite propriété et à l'épargne populaire qu'il spolie, tandis qu'il préserve et assure les faveurs aux gros possédants ». Ce qui est tout à fait dans sa ligne de soutien aux petites entreprises dans le lutte contre les monopoles.

Pour Mitterrand, c'est un bon principe, mais une mauvaise loi. Ce projet ne vise que la fortune « acquise » et non la fortune « transmise ».

L'UDR, est quand à elle la fraction avancée de la bourgeoisie contre le projet. Il est comparé à la loi sur l'avortement, ce qui n'est pas peu dire. En fait, dit l'UDR, Giscard s'est fait débordé par une manœuvre des fonctionnaires du ministère des Finances. Tout cela pour demander, et sans

doute obtenir, une très forte remise en cause du projet.

En fait, ce projet n'est qu'un tripatouillage interne au système capitaliste. C'est une manœuvre démagogique et publicitaire du gouvernement. Celui-ci veut apparaître à gauche, et montrer sa volonté d'atténuer les inégalités de la société. S'il en est empêché, c'est de la faute aux politiciens traditionnels, donc pour soutenir l'action de Giscard, il faut se regrouper dans la majorité présidentielle.

De toute façon ce n'est que de la poudre aux yeux, d'une part, la taxation des plus-values ne touchera que 30 000 spéculateurs, ce qui est infime. D'autre part, l'apport que représenterait cette taxation ne sera qu'une très faible partie du montant total de la masse globale des impôts.

## en lutte

• **Chez David à Clermont-Ferrand** la grève se poursuit pour la réintégration du militant CGT membre du C.E. licencié par la direction ; la CGT et la CFDT appellent à un rassemblement aujourd'hui à 18 heures devant le siège de l'entreprise, 41 avenue Anatole France à Clermont.

Correspondant.

• **CTB Artix** : le travail a repris mardi après deux semaines de grève. Les travailleurs avec leur syndicat CGT ont obtenu le retour aux 40 heures sans perte de salaire pour une partie d'entre eux, mais avec une perte de 100 francs pour les autres.

Correspondant.

Les élèves infirmier(e)s de l'école Paul Brousse (à Villefranc, 94), ceux de l'hôpital psychiatrique Sainte Anne en grève depuis 20 jours et les élèves sages-femmes de l'hôpital Saint-Antoine, en grève depuis 15 jours, appellent à une Assemblée Générale sur la semaine d'action nationale et les perspectives de lutte dans la Santé, aujourd'hui à 18 heures à Pitié-Salpêtrière.

• **Le secteur Informatique** de la caisse du crédit agricole de Paris a repris le travail le 27 avril. Ils ont notamment obtenu 200f. de prime de nuit.

Correspondant.

• **Supervielle (Mourenx)** : La grève commencée le 5 avril continue pour 300 F pour tous et pour les 40 heures sans perte de salaire. Les grévistes avec leur syndicat CFDT ont multiplié les initiatives : affiches, tracts, débats à la Fac de Pau toujours occupée.

Correspondant

• **A l'appel du syndicat national des cadres hospitaliers temporaires d'anesthésie**, une grève de trois jours est prévue les 28, 29, et 30 avril. Cette grève concerne 90 % du personnel anesthésiste (1500 personnes). Ils revendiquent un statut garantissant leur emploi pendant les 4 ans que dure le CES d'anesthésie. Quand ils sont allés au ministère avant Pâques, on leur a répondu que leurs préoccupations étaient « indignes d'un médecin, et plutôt dignes d'une fille de salle » !... Pendant la grève, seules les opérations d'urgence sont assurées.

Correspondant

• **A l'Hôpital psychiatrique d'Uzes**, dans le Gard, les travailleurs en sont à leur huitième jour de grève. Il s'agit d'un mouvement véritablement impulsé par la base contre les manœuvres anti-syndicales d'une direction FO. Sur 400 travailleurs, il y a 80 % de grévistes. Il y a une seule section syndicale CGT qui rassemble la moitié du personnel... Les grévistes demandent aussi les 13 heures supplémentaires pour tous, 250 F pour tous, la titularisation des auxiliaires, etc. Un piquet de grève permanent fonctionne. Les travailleurs réquisitionnés ont constitué une caisse où ils mettent leurs salaires à partager avec les grévistes.

Correspondant



## Foyers Sonacotra

# Le vrai visage de la Sonacotra

Face à une politique gouvernementale faite de matraque et d'injures, mais aussi, et autant, de tentatives de division (propositions de négociation foyer par foyer), les résidents des foyers sont confrontés aux questions du renforcement de l'unité avec les travailleurs français et de l'extension géographique de leur mouvement.

Extension à la province où certains foyers sont déjà en grève, tel celui de Grenoble. Unité ouvrière qui s'est réalisée dans la rue samedi dernier à Barbes. A Paris, le comité de coordination devait décider, hier soir, des modalités concrètes de sa participation à la journée du 1<sup>er</sup> Mai. La présence d'un cortège des résidents, sous leurs propres banderoles et sur leurs mots d'ordre, comme cela se fera à Grenoble, serait un nouveau pas en avant.

Lors de sa conférence de presse, le comité de coordination a communiqué des notes concernant la nature de la Sonacotra pour répondre aux mensonges de son directeur, le député centriste Claudius Petit. Nous en publions ici une partie concernant les loyers et les gérants des foyers.

La Sonacotra a été fondée en 1957. C'est un organisme semi-public dont la principale activité est de construire et de gérer des foyers pour les travailleurs émigrés. Elle gère actuellement dans toute la France plus de 250 foyers qui hébergent 66 000 travailleurs environ. La Sonacotra comprend 2

secteurs principaux : le secteur hôtelier (gestion de foyers et de cités de transit déjà construits). Le secteur immobilier (achat de terrains et construction de nouveaux foyers et cités de transit). Ce deuxième secteur est déficitaire et la Sonacotra essaie de faire financer ce déficit par les bénéfices tirés du premier, c'est-à-dire par des loyers très élevés.

Le financement des foyers Sonacotra se fait par des prêts du Crédit foncier et pas sur des crédits HLM ce qui entraîne des taux d'intérêts plus élevés que les travailleurs immigrés remboursent dans le loyer.

### Des prélèvements

La Sonacotra reçoit une importante subvention du FAS (Fonds d'Action Sociale). Le FAS est essentiellement alimenté par des prélèvements sur l'ensemble des fonds versés par les travailleurs émigrés à titre d'allocations familiales. Par exemple : tous les travailleurs cotisent au même taux, qu'ils soient émigrés ou français. Un travailleur qui a un enfant et dont la famille vit en France touchera 140 f d'allocation familiale : mais si sa famille a été obligée de rester au Maroc, il ne touchera que 30 f, alors qu'il a cotisé comme les travailleurs français.

### Le financement des chambres vides

Ainsi, la Sonacotra fait payer aux travailleurs émigrés résidents : non seulement les murs du foyer déjà construit (par l'intermédiaire des subventions du FAS), non seulement l'équivalent d'un loyer normal, mais en plus le financement de chambres vides dans les nouveaux foyers. Ce qui donne des loyers de 270 f par mois pour une chambre de 4,5 à 7 m<sup>2</sup> (parfois 9 m<sup>2</sup>) ! Voyez vous-mêmes !

### L'UNITE A GRENOBLE

Au foyer SONACOTRA de Fontaine, dans la banlieue de Grenoble, le foyer est parti en lutte en octobre 75, contre l'augmentation du loyer de 20 francs, contre les conditions de logement (chambres individuelles de 3,5 m<sup>2</sup>) contre le manque total d'animation, etc... les locataires sont organisés en comité de grève sur la base de un délégué pour dix locataires. Une réunion avec le PCF, la LCR, la CFDT et les délégués a décidé de sortir un tract d'explication (signé par les travailleurs) sur les conditions de vie qui sont faites aux immigrés. Ce tract sera distribué sur les autres foyers, les usines, les quartiers et les marchés.

Pour le 1<sup>er</sup> mai, il a été décidé qu'un cortège « travailleurs immigrés » avec la présence de travailleurs français (appelé par la CGT et la CFDT) partirait du foyer pour rejoindre la place de la gare à Grenoble d'où partira la manifestation centrale.

### A l'Argus de la presse parlée en grève

## PREMIER AVERTISSEMENT

Argus de la presse écrite, 21 Bd Montmartre à Paris. Sur les murs de l'entrée, des bombages « d'Aramon maquereau », « nos quarante heures pour toutes », « Argus de la presse parlée engrève ».

Dans la rue, avec les trois grévistes (sur quatre travailleuses de l'Argus de la presse parlée), une cinquantaine de personnes à l'appel de l'UL-CFDT : du comité de chômeurs, des groupes femmes du 3<sup>e</sup> du 4<sup>e</sup> et des Arts-et-Métiers. Des panneaux expliquent la lutte « Nous n'admettons plus le régime policier que nous faisons subir un PDG et un petit chef sexiste (...) Nous voulons quarante heures, la mensualisation et un réajustement de nos salaires. » Une petite manif qui scande « exploitées, surveillées, sous-payées : y en a marre ! » Et, se faisant tout petit, tout piteux, un homme se glisse contre le mur, vers la



La Sonacotra n'a jamais respecté la norme minimum de logement qui est de 9 m<sup>2</sup> par chambre (sauf dans deux foyers, pour la région parisienne, à Bagnolet, et à Gennevilliers). D'autre part, elle a peu à peu divisé les chambres par des cloisons en contreplaqué, ce qui a donné des pièces comprises entre 4,5 et 6 m<sup>2</sup> évidemment très bruyantes de l'une à l'autre, ce que l'on peut imaginer ! Par exemple : aux Mureaux, un F5 conçu pour 5 personnes a été transformé pour loger 10 travailleurs. Le prix moyens d'une chambre étant de 270 f, la Sonacotra empoche pour un F5 : 2.700 f par mois, soit plus du triple d'un loyer en HLM (830 f par mois, charges comprises). La Sonacotra répond que ce n'est pas un loyer, mais une redevance, et qu'elle comprend les consommations d'eau et d'électricité mais il n'est jamais donné de justificatif. Les travailleurs immigrés, bien que cotisants à la CAF, ne reçoivent aucune aide au loyer ou allocation-logement, pour leur loyer en foyer. En ce qui concerne la direction des foyers, la majorité des gérants a été recrutée suivant deux critères : être un ancien militaire et avoir fait au moins deux campagnes coloniales. D'autre part, dans de nombreux foyers, la structure « gérant-barman-veilleur de nuit » constitue un encadrement de type policier permanent.

## en lutte

### C.F.I. (AMILLY) DECISION DU TRIBUNAL DES REFERES DEMAIN

La Compagnie des Fours industriels à Amilly, près de Montargis : on occupe. A toutes les revendications des travailleurs (augmentation de 8 % au 1<sup>er</sup> Mai puis trimestrielle sur la base d'une moyenne des indices CGT et INSEE, 5ème semaine de congés payés, retour aux 40 h sans perte de salaires, etc.), la direction a opposé un refus obstiné. Et le 12 avril, c'est la grève.

Le 13, une délégation de 40 travailleurs se rend au siège de la société à Montreuil (Seine-Saint-Denis) pour faire connaître ses positions aux personnes qui y travaillent. Le 14, la direction d'Amilly (direction locale) tente de faire évacuer les stocks par camions. Pas de chance pour elle, ça rate : les travailleurs ferment les portes et occupent les lieux.

Aujourd'hui, l'occupation continue, malgré les petites manœuvres de la direction d'Amilly : pétition pour « la liberté de travail... » Le vendredi 23, le directeur administratif de Montreuil daigne se déplacer pour demander aux grévistes s'ils maintiennent leurs revendications (en fait, s'ils les abandonnent). La réponse de l'assemblée est : oui, et on y ajoute celle du paiement des jours de grève !

C'en est trop pour la direction qui introduit un recours en Référé pour faire évacuer l'entreprise : la décision sera rendue demain, 30 avril. Le bureau syndical de la section CGT et les grévistes ont adressé un appel à la solidarité à toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier de Montargis.

● Les cheminots de Nantes (CGT, CFDT, FO) se mettront en grève le vendredi 30 pour protester contre les sanctions qui les frappent et en particulier le cas de 18 militants syndicaux visés pour « entrave à la circulation des trains » lors de la grève de mars dernier. A signaler que la riposte à ces attaques de la direction restent très éclatées, les fédérations ne faisant pas circuler l'information.

Correspondant.

● Manifestation de 3500 travailleurs des usines Michelin à Clermont-Ferrand, hier, dans le « quartier Michelin ». Un élargissement des luttes semble se dessiner. Correspondant.

● A l'EGF, hier la deuxième journée de grèves tournantes a eu lieu dans les régions de l'Ouest, du Sud-Est et du Centre. La Fédération CGT se déclare satisfaite de la participation au mouvement. Aujourd'hui, les grèves doivent avoir lieu dans le sud-ouest, l'Est et la Bourgogne.

**Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque**

## TRIBUNE des luttes

### LES TRAVAILLEUSES FAMILIALES CFDT DE BAYONNE

#### COMMUNIQUE

La situation s'aggrave :

Les travailleuses familiales ont déjà alerté la population sur leur situation difficile.

En 1975 :

- déjà les travailleuses familiales attendaient leurs rappels des salaires de 1974.

- les employeurs demandaient aux travailleuses familiales de choisir leurs payes à jour ou leurs rappels de salaires.

- le 13<sup>e</sup> mois était versé 6 mois après. Les salaires étaient payés avec 10 ou 15 jours de retard, parfois même un mois complet. La convention collective n'est pas appliquée.

En 1976 :

- elles attendent toujours leur rappel de 1975 qui s'élève pour chacune de 2000 à 4 000 francs selon l'ancienneté. Chaque mois, les travailleuses familiales perçoivent un salaire de 300 francs environ inférieur aux accords de salaires signés au plan national. 2/3 du 13<sup>e</sup> mois non payés. L'employeur déclare aux impôts les rappels de salaires qui n'ont pas été payés.

Il y a déjà du chômage partiel. Demain peut-être le chômage total.

Réunies en assemblée générale, les travailleuses familiales se sont montrées résolues à mener leur action jusqu'au bout pour faire respecter leur droit au salaire et à des conditions de travail normales. Travailleuses, ce combat est aussi le vôtre

Depuis 1967, une question écrite à l'Assemblée Nationale soulignait le besoin de 13 000 travailleuses familiales en France pour la V<sup>e</sup> plan. Et c'est vrai que la concentration urbaine, l'immigration, l'éclatement des familles nécessitent de plus en plus le service des travailleuses familiales.

Or, depuis 68, les travailleuses familiales sont au nombre de 5000. A Bayonne, l'embauche est arrêtée depuis 3 ans. Il y a des besoins mais il n'y a plus d'argent disponible en France pour la politique familiale.

C'est la solidarité de tous qui forcera le gouvernement à choisir entre le profit ou l'intérêt des travailleurs.

### Amicale pour l'enseignement des étrangers (AEL)

Communiqué des sections CGT-CFDT

La grève se durcit à l'AE. Depuis le 26.4.76, le personnel de l'AE en grève occupe de Siège social de l'organisme, 32 rue de Penhièvre. Le président de l'AE a refusé le 27 avril de rencontrer les délégués syndicaux alors qu'il s'était engagé par écrit à poursuivre la négociation. Devant cette attitude intransigeante adoptée après concertation avec le secrétariat d'Etat à l'Immigration, le personnel a décidé de poursuivre et d'amplifier son actions. Après le siège social, les délégations régionales de Lyon, Strasbourg, et de la région parisienne sont à leur tour occupées. 80% des salariés sont en grève. Ils luttent pour la mise en place d'un service public de formation permanente qui assure la sécurité de l'emploi aux travailleurs de la formation et garantisse aux travailleurs immigrés la formation à laquelle ils sont droit (selon Monsieur Dijoud lui-même).

Le 28 à 11 heures.



## POUR L'ABROGATION, LA GREVE CONTINUERA

### UN MARATHON POUR GAGNER

De toutes les précédentes, la coordination nationale étudiante de Censier, du 27 au 28 avril à Paris, aura battu les records. A Amiens, les délégués avaient émergé de la brume des débats nocturnes vers cinq heures du matin. A Toulouse, ils avaient levé le pied en plein jour aux alentours de dix heures. A Censier, l'heure du déjeuner était déjà passée quand s'est terminé le dernier vote désignant le nouveau collectif national. Dix sept heures de débats ininterrompus puisque la veille, après un strict contrôle des mandats durant l'après-midi, la coordination avait ouvert ses travaux à vingt heures trente.

#### Tristesse...

Longueur des débats, empoignades enflammées, arguties interminables sur l'ordre du jour ou des points à l'évidence, de détail. L'on pourrait simplement y voir l'image désespérée pathétique de l'isolement de la grève étudiante. La traduction du sentiment intime chez certains délégués, que la grève étudiante n'a cessé de se casser les dents sur les refus conjugués, tout en béton des organisations syndicales et du pouvoir. Une certaine tristesse intérieure, nourrie par la morosité suintante de cette faculté de Censier, aux halls étroits, aux plafonds bas, aux murs sans chaux. Il y avait certes, le désormais habituel « bar des coords », tenu sans faiblir par des étudiants et surtout des étudiantes de Censier. Et aussi la retransmission des débats à l'extérieur pour que les observateurs puissent les suivre. Mais l'enthousiasme ne vibrerait pas autant qu'aux fois précédentes.

#### Un pari tenu

Un peu de vrai donc : une certaine anxiété tendait une assemblée, marquée par la multiplication des manœuvres cherchant à brader la grève qu'elle incarnait. Pourtant, là n'est pas l'essentiel. La longueur, parfois lassante, des débats, va de pair avec leur richesse. Pour la première fois, une coordination étudiante a pris le temps de discuter des revendications, de confronter les dizaines de plate-formes amenées par les facultés et ronéotées sur place, de définir « en positif » son opposition à la réforme et par-delà, à l'université patronale. Un double pari a ainsi été tenu. D'abord, par le vote majoritaire d'une coordination représentant 97 facultés et IUT en

grève, le maintien de la grève générale étudiante pour l'abrogation, seule voie réaliste alors que du côté du Secrétariat d'Etat rien de fondamental n'a été concédé. Ensuite, la construction de l'assise d'une lutte durable, permanente par l'élaboration d'une plate-forme revendicative et la détermination d'exigences précises sur les modalités d'examen. Aussi n'est-ce pas étonnant que le débat n'ait rarement été si clair : l'UNEF-Renouveau après avoir suivi les pas du mouvement, a, lors du vote final, appelé en termes voilés mais sans ambiguïté à la reprise des cours. Acceptant de capituler purement et simplement !

#### Le second souffle

Que l'aboutissement de cette coordination ne soit pas un embrouillaminé inextricable, mais les trois votes que nous relatons par ailleurs, a été permis par l'exercice d'une nouvelle fois illustré, et quelquefois en soient les balbutiements et les défauts, d'une démocratie exemplaire. Démocratie quand c'est un bilan du collectif national sortant qui ouvre la coordination, relatait fidèlement les rencontres avec les syndicats. Démocratie quand le débat général qui suit aborde la place des « femmes-alibis » dans la direction de la grève. Démocratie aussi quand une clameur s'empare de l'amphi : « grève générale de l'université ». Démocratie enfin, quand, lors de la discussion de la plate-forme du mouvement, la majorité des délégués demandant qu'après le vote préalable d'un préambule les cadrant, chacune des revendications soit épluchée, disséquée. Le résultat : un débat aux allures irréelles où vers huit heures du matin après une nuit blanche, des étudiants en colère débattaient très sérieusement de l'alternance, des stages en entreprise ou de la formation polyvalente, de l'allocation d'études ou du salaire étudiant. Une leçon de choses, au fond, sur le rôle du service public d'enseignement, les garanties institutionnelles face à la main-mise patronale, ou le lien entre emploi et formation. Il est dix heures. Le premier point de l'ordre du jour a eu son compte. Un second souffle s'empare d'une masse inégalement assoupie. Et avec animation et véhémence, c'est au tour des perspectives. 1<sup>er</sup> mai, poursuite de la grève, « communication » des revendications élaborées au Secrétariat d'Etat, préparation collective des examens... Les décisions s'enchaînent.

Joseph Krasny



Trop de textes... impossible de faire passer l'ensemble des motions comme nous l'annonçons. Nous publierons demain les deux textes minoritaires sur le « préambule » et les perspectives. Juré !

## LES VOTES DE CENSIER

« Rouge », comme après chaque coordination nationale étudiante, pour mieux rendre compte des débats, publie les motions qui en sont sorties et, également, les principaux passages des motions minoritaires. A la coordination de Censier, il y eut trois votes importants. Le premier sur un « préambule aux revendications », un second sur les « axes de lutte », et un troisième sur les « perspectives ». De ce dernier nous présentons les deux motions contradictoires. Du premier nous ne publions que le texte majoritaire (225 voix) dans la mesure où des deux textes qui lui furent opposés : celui que présenta l'UNEF-Renouveau (42 voix) se retrouve dans sa motion sur les perspectives, et celui que présenta l'UNEF-AJS (36 voix) a été repris en amendement intégré à la motion finale majoritaire sur les perspectives.

### PREAMBULE AUX REVENDICATIONS

La plate-forme de lutte qui suit est une plate-forme de lutte qui fixe le cadre politique du mouvement actuel. Elle affirme clairement que les objectifs du mouvement étudiant ne sont pas de lutter contre la réforme du deuxième cycle pour la défense du statu-quo ou de revendications catégorielles ou corporatistes, mais bien d'inclure la lutte contre la réforme dans une lutte plus

générale contre l'école capitaliste.

Le patronat veut faire payer la crise aux travailleurs et dans ce cadr accentuer encore plus sa main-mise sur l'Education. C'est cette lutte contre tous les aspects de sa politique dans l'Enseignement qui fonde la solidarité entre étudiants, enseignants, travailleurs et en premier lieu travailleurs de l'Education nationale. Ce front de

lutte, que nous bâtissons à travers cette plate-forme et aujourd'hui concrètement par la grève générale de l'Université, n'a pas pour but de redessiner une « autre » université, ou de servir de masse de manœuvre dans une politique de pression-négociation contre le gouvernement. Nous savons bien que seule la lutte paie, seule la lutte peut arracher l'abrogation de la

### LES AXES DE BATAILLE

Ce deuxième vote a été morcelé en plusieurs votes sur chaque revendication proposée. Ce qui sonne, en rassemblant ceux qui furent majoritairement retenus, la plate-forme suivante. L'UNEF proposa, elle, une liste de revendications dont certaines étaient contenues dans sa motion du vote précédent, et qui votée isolément, recueilli 42 voix.

#### La plate-forme majoritaire

- 1) Abrogation de la réforme du 2<sup>o</sup> cycle, du décret Haby et de la loi Royer.
- 2) Contre un système de formation soumis au patronat, nous nous battons pour une formation au service des travailleurs. Notre combat et notre plate-forme s'inscrivent dans le combat de la classe ouvrière à l'égard du système de formation :
  - Parce que nous refusons la division qu'impose la bourgeoisie entre formation manuelle et intellectuelle, nous refusons l'hyperspécialisation, nous nous battons pour une formation polyvalente.
  - Parce que nous refusons la sélection sociale et le développement des filières concurrentielles, nous nous battons pour des filières uniques de formation.
  - Parce que nous refusons que l'enseignement dresse les étudiants à la loi du patronat, nous nous battons pour la liberté pédagogique, et nous imposons le droit de critique.

#### 3<sup>e</sup> Contre la réforme et l'université de classe.

a) pas de diplôme nationaux sous contrôle patronal, diplômes reconnus par toutes les facultés. Non aux facs concurrentielles.

b) Non à la main-mise du patronat. Non à l'alternance. Non aux stages. Là où ils sont organisés, qu'ils le soient dans le cadre de l'Education nationale, rémunérés par l'employeur et sous contrôle syndical.

c) Facs ouvertes aux travailleurs, sans conditions de diplômes, et aux étudiants étrangers (abrogation du décret Soisson, droits sociaux et politiques pour les étudiants étrangers). Droit à la formation sans limite d'âge.

d) Allocation d'études pour tous égale au SMIC. e) Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat - garanties de l'emploi au niveau de la qualification acquise.

g) Non aux universités sexistes.

- pas de discrimination à l'embauche  
- à travail égal, salaire égal - Non à la spécialisation  
- nous ne sommes pas belles, nous ne sommes pas laides, nous sommes dans la lutte.

- Et il faut qu'ait lieu à la prochaine coordination une réelle discussion sur le sexisme dans l'école, et sur l'éducation de la femme, à partir de textes votés en AG, et de la coordination parisienne des groupes femmes à Jussieu la semaine dernière, reproduit dans le bulletin du Comité de grève.

### LES PERSPECTIVES

Sur ce point deux motions étaient en présence. La première présentée par les facultés parisiennes Arts et Métiers et Villetaneuse, a recueilli 174 voix. La

seconde présentée par l'UNEF de St Maur a recueilli 39 voix. Il y eut 40 abstentions et 19 refus de vote.

#### ♦ motion majoritaire.

Après les soit-disantes concessions d'Alice Saunier-Seïté aux présidents d'université, le pouvoir joue le pourrissement de la grève. Il espère en lachant quelques miettes que la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai sera l'enterrement de la mobilisation. Bien au contraire, nous devons montrer que ce semblant de négociation n'entame en rien notre détermination pour faire abroger la réforme. Nous réitérons notre condamnation formelle de toutes les organisations prétendant négocier au nom de tous les étudiants. Par cette attitude, ces courants s'excluent eux-mêmes des structures démocratiques de la mobilisation étudiante.

Nous maintenons donc l'appel à la grève générale de l'Université dans la perspective d'une jonction avec les enseignants et les travailleurs sur la base de notre plate-forme de revendications. Face à l'intransigeance du pouvoir et malgré la persistance de la mobilisation étudiante, la direction du SNES-up se refuse toujours à appeler à la grève générale de l'Université, bloquant ainsi la jonction étudiants-enseignants. Néanmoins nous nous félicitons de l'initiative des enseignants réunis à Amiens qui permet de mettre sur pied dans certaine facs des comités de grève communs.

La coordination nationale estime devoir faire le constat suivant afin que le problème soit posé dans la clarté. Pour la première fois depuis Amiens et Toulouse les dirigeants

de l'UNEF-Renouveau ont décidé à Censier de poser une motion contradictoire à celle qui appelle à reconduire la grève générale de l'Université. L'UNEF-Renouveau cette fois ouvertement tend la responsabilité de la division et, en fait, appelle à la reprise.

L'extension et la continuation du mouvement se marquera par une véritable jonction avec les travailleurs, notamment à partir de convergences réelles sur la plate-forme. En organisant une solidarité active avec les luttes ouvrières et populaires (SONACOTRA, CROUSPAR) ; en organisant des initiatives locales et régionales (journées portes ouvertes, interventions sur les marchés, actions sur les Rectorats). Pour populariser notre lutte, ces initiatives seront organisées sur les bases de coordinations locales et régionales. Et en manifestant le 1<sup>er</sup> Mai au côté des travailleurs et des comités de soldats dans un cortège autonome étudiant à l'intérieur du cortège syndical.

La bourgeoisie utilise désormais une de ses dernières armes face à la mobilisation : la répression. L'exemple des étudiants de Strasbourg à qui la coordination a envoyé un télégramme de soutien, nous prouve la nécessité d'une réelle auto-défense du mouvement dans les manifestations et dans les facs, à la fois face aux violences policières et aux attaques fascistes. Nous demandons au Collectif de rassembler et de diffuser toutes les informations sur les arrestations et les blessés lors des manifestations.

La question des examens n'est pas une modalité mais un aspect de notre lutte. Pour cela il est nécessaire de mettre à profit le rapport de force que crée la grève pour imposer des modalités d'examens déterminées par les étudiants eux-mêmes dans l'unité avec les enseignants. Il convient pour les mêmes raisons, d'envisager le plus sérieusement la possibilité d'imposer la tenue d'examens pendant la grève car ce n'est pas après mais pendant la grève que nous pourrions élaborer ces modalités et contraindre le pouvoir à accepter. Il s'agit de favoriser toutes les formes d'un travail collectif (élaboration des sujets en AG avec les enseignants en grève, ouvertures des manuels, polys et livres, communication pendant l'examen). Des preuves collectives seront déposées au Secrétariat d'Etat aux Universités visant ainsi à refuser de manière pratique le caractère individuel, sélectif, parcellisé et concurrentiel des connaissances à l'Université.

La coordination mandate un collectif national pour :

a/ Aller déposer avant le 1<sup>er</sup> Mai au Secrétariat d'Etat la Plate-forme et réaffirmer la volonté d'abroger la réforme, cela pour empêcher toute tentative de négociation sur notre dos.

b/ Demander un débat télévisé avec Alice Saunier-Seïté.

c/ Tirer le journal des comités de grève.

Une Coordination nationale aura lieu les 5 et 6 mai à Lyon sur un ordre du jour connu à l'avance.

• 60 CET, dont 30 en grève, une atmosphère tendue où le débat passait mal, c'était la coordination des CET. Il y a eu 3 votes : sur l'élection d'un collectif, sur une plateforme de revendications unifiant l'ensemble des CET sur la participation à la manif du 1<sup>er</sup> Mai. Mais l'effort doit aussi porter sur le renforcement de l'action à la base et sur son élargissement au niveau local. Ainsi une coordination du 94 se tient aujourd'hui à 17 h au CET Branly à Créteil (33 rue des petits bois bus 104 ou métro Créteil Préfecture).

• 45 lycées étaient représentés à la coordination lycéenne qui s'est réunie hier. Une manifestation a été décidée pour vendredi 30 à 15 heures de la Bastille au Ministère de l'Education nationale.



## Facs, lycées, CET, la grève se poursuit...

### QUAND HABY REPRIME, A TOUR DE BRAS

Fermeture du lycée mixte d'Apt contre une grève des élèves soutenue par enseignants et syndicats. Fermeture de trois lycées des Deux Sèvres, à Niort et Bressuire. Fermeture du lycée Clémenceau de Reims. Fermeture pour huit jours de la Cité technique de Beauvais. Parfois pour un jour, pour deux ou plus, mais en tout cas catégorique : aux grèves lycéennes dispersées mais suivies dans de nombreux lycées, le ministre de l'Education répond par le lock-out. Et pas seulement. Au lycée de Gonesse dans le Val d'Oise, le proviseur, qui par ailleurs se targue d'avoir eu Krivine pour élève, a exclu pour huit jours neuf élèves, après sa prétendue séquestration le 13 avril dernier. Un « ultime avertissement » avant l'application de la loi anti-casseurs. Auquel les enseignants du SNES et du SGEN ont répondu en décidant de donner des cours aux exclus en dehors de l'établissement. Restent les mesquineries. Telles celles de l'administration d'un lycée technique d'Angers fermant les grilles pour empêcher les élèves d'aller rejoindre un millier de manifestants, le 27 avril. Heureusement les murs n'étaient pas assez hauts. Ou celle de ce CET d'imprimerie à Colombes où, le 28 avril, pour une animation musicale, les collégiens en grève ont du multiplier les ruses de sioux pour faire pénétrer leur matériel. D'ailleurs c'est dans les CET que la répression est la plus sévère. Et témoigne l'intervention policière le 26 avril au CET Curial en grève à Paris. Une coordination des CET des arrondissements concernés, les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> a, en riposte, rassemblé 250 personnes.

Cette réaction vive de Haby vise un mouvement certes inégal mais bien réel, dont il faut à tout prix empêcher l'extension. La réponse la plus adéquate est l'explication inlassable de la nécessité de la grève générale des lycées. En ce sens, la responsabilité des enseignants et de leurs syndicats est écrasante, alors que le SNES appelle à deux journées de grève en mai. Il faut populariser l'exemple du lycée Balzac à Paris où un collectif permanent de liaison SNES-SGEN-lycéens existe. Un lien d'autant plus nécessaire quand la répression administrative frappe : souvent des profs refusent le relevé nominal des absences pendant les AG et les grèves.

Dans les lycées et aussi les CET aujourd'hui et demain seront deux journées de préparation du 1<sup>er</sup> Mai. Par l'invitation de travailleurs, de chômeurs, de syndicalistes, la popularisation de l'action contre la réforme Haby. Par la discussion des plates-formes de lutte, de la structuration permanente du mouvement. Par la tentative d'arracher le maximum aux administrations : réintégration des exclus, liberté d'expression, foyers, 10 % sous contrôle lycéen et avec des crédits suffisants, préparation de conseils de classe publics.

## STRASBOURG

### OPERATION

#### « PRIMEVERE »



Strasbourg : de notre correspondante

les flics ont grenadé le campus toute la nuit. A l'appel des collectifs Maths, Sciences-Eco et Journalistes 300 étudiants ont détourné à partir de 16 heures la circulation par le campus : un petit crochet de 200 mètres. Des banderoles, des tracts informent. Les automobilistes sont plutôt favorables ; certains y vont même de leur bourse pour soutenir la lutte des étudiants. Tout allait bien jusqu'à ce que les flics arrivent et détournent la circulation : « opération primevère » comme le relate sans rire la presse locale.

Cependant l'atmosphère reste « bon enfant » la population sympathise jusqu'à l'arrivée de deux

escadrons de gardes mobiles. Moins soucieux, eux de régler la circulation que de dégager les manifestants. Il est 18 h 30, pluie de grenades au chlore, tir tendu, charge sur le boulevard de la Victoire et à la lisière de campus se succèdent sans interruption jusqu'à 3 h du matin. Avec, en prime, les ratonnades des nervis fascistes. Au fur et à mesure de l'action, les étudiants sortis des restaurants universitaires venaient grossir les rangs des manifestants. Ils se retrouvèrent un millier sur le campus. Après le départ des flics, les étudiants ont occupé l'université Louis Pasteur. Hier après-midi, une manifestation dénonçant les violences policières a rassemblé 3000 manifestants.

## Les étudiantes dans la grève : ATMOSPHERE, ATMOSPHERE...

A ceux qui avaient des doutes sur la réalité de l'oppression des femmes étudiantes, le mouvement en cours n'a pu qu'ôter leurs dernières illusions. La grève, loin de renforcer l'unité des hommes et des femmes dans une lutte menée en commun a fait exploser le sexisme latent. Peu de filles parlent dans les AG : seules les militantes reconnues, aguerries, protégées par la représentativité de leur organisation s'y aventurent. Celles-là même, toujours menacées d'être traitées de mal-baisées par quelque opposant (les militantes subliment, c'est connu, tandis que les militants agissent pour la cause), sont vécues par les autres femmes comme femmes-mecs, femmes-alibi. La masse des autres, « nous qui sommes la valetaille » comme me disait une sympathisante LCR se sent exclue, marginale. Non qu'elles ne participent pas aux AG, aux manifestations, mais parce qu'une série de mécanismes conduit à faire de la lutte un monde d'hommes. Univers de la parole-pouvoir où les hommes se mesurent, se reconnaissent comme interlocuteurs valables face à des intrus : à Tolbiac, mais ce pourrait être n'importe où, à n'importe quelle heure, dans un forum femmes un étudiant refusant d'admettre l'argument de plusieurs filles leur coupant brutalement la parole... se fit convaincre par le discours bref et moins élaboré d'un autre mâle.

Mais il y a beaucoup plus brutal que cette permanente et sournoise exclusion. La présence des groupes femmes sur les facs, si elle a stimulé le féminisme de centaines d'étudiantes et fait surgir des revendications sur l'école sexiste, a aussi sensibilisé une frange masculine, a excité l'agressivité de ceux pour qui la lutte est une nouvelle façon d'affirmer leurs prétentions de coqs d'amphithéâtre. Groupes-femmes salopes, lit-on à Villetaneuse qui peut se flatter d'avoir fait un triomphe à Evariste venu chanter sa rengaine sur les mérites du phallocratisme. A Jussieu, le groupe

femmes sur la pelouse a voulu chasser un « voyeur » qui s'incrétait ; le cher garçon a trouvé un renfort immédiat dans deux à trois individus qui passaient et qui ont frappé violemment les filles... solidarité de sexe. Le patriotisme d'organisation est une mine inépuisable : « A l'AJIS, elles ont de plus beaux culs que vous ! » Et ne croyez pas que l'on perde le sens de l'humour ; à Sciences-Po des militants de l'UNEF-Renouveau, relayant les fascistes dans leurs attaques du groupe femmes, ont distribué des cartes d'adhésion au MAPU (mouvement autonome des phalocrates unifiés) avec, à l'intérieur, une inscription obscène qui en dit long sur les problèmes de ces messieurs. N'oublions pas les ultra-gauches, perpétuelles pleureuses (au masculin) de la misère sexuelle : « alors les nanas quand c'est qu'on baise ? »

Le défoulement sexiste n'a-t-il pas de multiples prétextes : la fatigue qui excuse l'insulte, l'efficacité qui fait traiter de folle devant toute l'AG une sympathisante de son organisation aux velléités d'indépendance, l'affrontement même avec l'Etat bourgeois (Saunier-Seité, quelle chance c'est une femme). Sur ce point il faut noter le cadeau fait au ministre, la solidarité obligée d'un moment avec elle des féministes quand certains crient : « Saunier-Seité mal-baisée, violons-là ». Lorsqu'on aura ajouté que la participation aux SO a été l'objet d'une dure bataille (en Sorbonne le « débat » commença par : « dehors les nanas, on va parler du SO »), on aura évoqué une petite partie de l'atmosphère sur les facs.

Avec cette différence par rapport aux grèves antérieures que les femmes se battent, imposent leurs revendications, initient des formes d'auto-défense : à Nanterre un batteur-violeur a été malmené et traîné devant l'AG par le groupe femmes. Ce sont les seules garanties pour que cela change.

F. Vinteuil

## Les écoles normales en lutte : COUVENTS LAICS ET USINES A INSTITS

C'était, ces derniers jours, la semaine d'action et de grève des Ecoles Normales à l'appel des sous-sections SNI des EN. Un vent différent dans des bâtiments qui suintent la morosité.

En province, dans la plupart des villes de préfecture, à l'écart du centre de l'agglomération, des bâtiments d'apparence austère : l'Ecole Normale de garçons et l'Ecole Normale de filles, soigneusement distantes d'une de l'autre. (la date au fronton : 1880, un peu plus, un peu moins...) Excusez le vieux style ; il correspond à la chose. Les murs, conçus à l'origine pour abriter les couvents laïques où les enfants du peuple étaient élevés dans la foi républicaine contiennent aujourd'hui d'énormes potentialités de révoltes.

Souvent l'apparence extérieure de l'ordre règne encore. Le jardin potager destiné autrefois aux cours d'agriculture est planté de rosiers. Il y a de petits rideaux aux fenêtres, des parquets cirés, les signes extérieurs d'une tradition maintenue. Le monument aux instituteurs du département morts pour la France est bien à sa place.

Le premier signe perceptible de la crise, c'est l'ennui. Les pieds qui traînent dans les couloirs, de l'internat aux cours, des salles de classe au réfectoire... Plus guère

de blouses grises (garçons) ou de vichy bleu ou rose pour les filles (ça se voit encore), mais le masque lourd sur les visages ; diagnostic facile : emmerdement systématique et chronique. Les cours... lieux propices à finir un tricot. Parfois un prof progressiste parle d'animation pédagogique, de motivation, devant un parterre de « normalos » qui font leurs comptes sur les talons de leurs chéquiers. Il y a comme un malaise. Qui veut parler ? Personne. Tout ça, on s'en fout, ça n'a rien à voir avec la réalité des classes qu'on aura l'année prochaine ni avec les vacances, les week-ends. Il faut être là pour ne pas se faire retirer de journée de salaire, et parce que le CFEN (Certificat de fin d'études normales) est une prime d'assiduité qui ventile les meilleurs postes aux plus présents. Des postes, il n'y en a pas toujours pour tout le monde.

Mais il faut voir aussi l'EN les jours de colère. Aujourd'hui les luttes sont partout : assemblée générale, commissions d'étude des décrets Haby, délégués... pour une fois, l'apathie s'envole. L'administration s'efface « Où sont les tricotés ? » ; les profs s'étonnent : voilà que ça cause, et dur. Nulle encointe, nul réglemeint intérieur, ne protège plus l'EN du vent du dehors.

Dans la banlieue parisienne, les choses sont différentes. Là, ce sont de grandes usines à instituteurs, sans internat pour la plupart. C'est moderne souvent, en béton ou en préfabriqué, en tape à l'œil ou en toc, on y vient comme dans une fac, on en repart très vite, c'est souvent sans vie. Tape à l'œil et toc, comme la pédagogie qui souvent s'y prône, mieux « adaptée » aux banlieues ouvrières. Mais c'est aussi l'engluement. L'enthousiasme pédagogique sonne faux. Que faire, que faire dans les classes ? Bricolage, jeux de rôles. L'institut doit quand-même jouer son personnage. Formation verroterie pour civiliser les banlieues noires.

Insistant, radical, le souffle passe aussi. Dans certaines EN les cours n'ont pratiquement pas repris depuis Pâques. Le malaise se fige en grèves larvées, et peut déborder en mouvements puissants. Phénomène nouveau, prometteur, la soif de pratiques pédagogiques nouvelles, différentes, pour lier la vie quotidienne de la classe à tout ce qui se passe à l'extérieur. En province, comme dans la région parisienne, une avant-garde lucide et acerbée renaît dans les EN. Il faut qu'elle échappe à l'étouffement des routines pédagogiques.

M.T.

## Contre la direction du SNESup : LE DEBORDEMENT ENSEIGNANT

A côté de la grève générale des universités s'est développé un vaste mouvement de grève des enseignants du supérieur. Tel qu'on n'en avait plus connu depuis 1968. L'ampleur de ce mouvement est déterminée par la vague étudiante, elle est liée à la situation de crise sociale, et s'explique par la crise objective de la fonction qu'assument les enseignants. Les conséquences de la réforme, notamment en termes de sécurité d'emploi, ont également pesé.

Jusqu'au 23 avril, le Bureau national du SNESup a laissé faire, se gardant toutefois de donner la moindre perspective de centralisation, bloquant jusqu'à l'information. Le mouvement de grève des enseignants a donc largement débordé la direction réformatrice du syndicat, entraînant un grand nombre de sections syndicales. « tenues » par la tendance majoritaire, cherchant jusqu'à la réunion d'Amiens le 25 avril les moyens de sa centralisation. Ce débordement s'est inscrit dans la perspective politique portée par la grève étudiante : l'élargissement de la grève vers la grève générale de l'université, et au-delà, de l'Education nationale, pour l'abrogation de l'arrêté du deuxième cycle, pour la titularisation de tous les non-titulaires.

Ainsi, la direction du SNESup a dû réagir : en

décidant le 23 avril de casser le mouvement de grève. Décision qui répondait à des impératifs politiques pour les militants du PCF qui l'animait : bloquer l'épreuve de force engagée avec le pouvoir. La grève des enseignants s'est pourtant poursuivie cette semaine. Les défections sont rares. Il faut être conscients que ce « blocage » de la direction du SNESup pèse d'un poids réel et peut amener, si nous n'y prenons garde, des camarades à chercher des positions de repli.

Dans cette situation, l'importance de la coordination nationale enseignante qui se tiendra dimanche 2 mai, est accrue. Cette centralisation indispensable de la grève enseignante permettra en premier lieu d'approfondir les déterminations de la lutte des enseignants pour l'abrogation et pour la sécurité d'emploi. Elle devrait aussi donner un contenu à l'appel à la grève générale, associant les enseignants en grève aux actions des étudiants.

Une échéance qu'il faut donc préparer par les initiatives de ces jours-ci, par les mandats donnés aux délégués dans les AG ou les sections syndicales en grève.

J. Malifaud, élu Ecole Emancipée à la Commission administrative du SNESup



## APRES LA TRANSMISSION DE SON DOSSIER A LA COUR DE CASSATION, ROLAND AGRET ENTAME SON 45<sup>e</sup> JOUR DE GREVE DE LA FAIM

Une « lecanuesquerie ». C'est le mot que Roland a employé quand il a appris la décision du Garde des Sceaux de transmettre son dossier aux jurés du Procureur général de la Cour de cassation. « C'est une supercherie. Je n'ai pas de haine mais la rage m'envahit ».

La rage ? Il y a de quoi en effet. Il est clair à la lecture du communiqué transmis par Lecanuet que rien, vraiment rien, n'est réglé dans ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'« affaire Agret ». Lecanuet a refusé de

trancher au vu de l'avis motivé (et alambiqué) transmis par la commission de révision. S'il n'y a pas de fait nouveau justifiant la révision, on note l'existence de certains points exigeants des vérifications complémentaires... ! comprenez qui pourra ce compromis subtil. Un homme certes a été condamné à partir d'un dossier mal ficelé... mais de là à conseiller la nécessité d'une révision ! L'préservation, coûte que coûte, du dogme de l'autorité de la chose jugée a de terribles exigences. Terribles pour les taulards qui ne s'inclinent pas devant elle, bien entendu. Pour justifier sa dérobade, Lecanuet, qui suit en cela Giscard d'Estaing premier magistrat de France, n'hésite pas à recourir au mensonge. Par exemple en expliquant, dans son communiqué officiel, que la requête de révision des avocats de Roland Agret remonte à Janvier 1976. Alors qu'à cette date on n'enregistre qu'une déclaration, ni plus ni moins importante que bien d'autres éléments du dossier, celle du détenu Benjelloul, innocentant Roland. La date de la dernière requête en révision, présentée par M<sup>e</sup> Etelin remonte à juillet 75.

Faudrait-il en conclure qu'aucune enquête sérieuse ne lui a fait suite ? Que les flics au-dessus de tout soupçon, genre Delarue, ne se sont repenchés sur le cas Agret qu'après les déclarations de Benjelloul, plus pesantes par leur retentissement dans l'opinion que les requêtes d'un avocat. Faudrait-il en conclure que ni Lecanuet, ni Giscard, n'ont la moindre connaissance du dossier. On répugne à y croire, mais c'est vraisemblable, hélas.

Une victoire, cette transmission du dossier en Cour de cassation ? On aimerait le croire. On aimerait y voir un premier pas timide vers une indispensable révision. Mais ce n'est pas le cas. Cette instance suprême peut fort bien ne pas trancher en faveur de la révision. Pire, elle peut faire lanterner Roland pendant des mois voire des années. Elle n'est tenue à aucun délai pour remettre ses conclusions. Des débats qu'elle tiendra les avocats sont exclus. Il n'y a qu'une possibilité : celle de transmettre par un avocat près la Cour de cassation des « observations » sur le dossier. C'est ce que fera au plus tôt M<sup>e</sup> Philippe Vaquet. Mais pour autant, en tant qu'elle est non contra-

dictoire, la discussion qui se tiendra dans le cadre de cette cour ne laisse aucune garantie à Roland, à ses défenseurs légaux, à ceux, de plus en plus nombreux qui le soutiennent. Rarement une affaire n'aura autant mis en lumière les pièges et chausse trappes de la justice bourgeoise.

Il n'en reste pas moins que Roland peut être libéré à tout moment. La suspension de sa peine est toujours possible, elle ne dépend que de ces magistrats qui, sans rire, prétendent trancher en notre nom. Mais cette libération s'oppose, semble-t-il, à trop d'intérêts. Des intérêts qui n'ont rien à voir avec un quelconque souci de justice. Ne dit-on pas que le ministère de l'Intérieur (autrement dit : Ponia lui-même) s'oppose à toute idée de révision du procès. Qu'en serait-il d'une proposition de mise en liberté ?

Roland continue sa grève de la faim. Il refuse maintenant de prendre les médicaments qu'il acceptait ces derniers jours et qui lui permettaient de conserver sa lucidité. Cette démarche est extrême, il le sait : ce n'est pas sans réflexion que Roland prend le risque de perdre la raison avant de perdre la vie.

JF.V

## Au Petit Bar RASSEMBLEMENT CE SOIR

L'animation reprend au Petit bar 34 rue de Roi de Sicile à Paris 4<sup>e</sup>. Des clients nouveaux venu du quartier, des lycées et des facultés rendent visite aux Lebret qui luttent contre le spéculateur Némeygié. On ne compte plus maintenant les articles consacrés par la presse à l'affaire, hier même le Monde... C'est maintenant vers l'action collective que l'on s'engage.

Il sera maintenant difficile en effet d'obtenir victoire : le paiement des 320 000 francs que le promoteur doit à la suite de sa condamnation en justice. Le promoteur s'est déclaré en faillite, insolvable. Aussi, c'est par la vente de l'immeuble que les Lebret pourront être payés. Mais il faudra attendre six mois un an peut-être... Et qui sait peut-être, jamais ?

La C.A.R.P.A. est la banque de la justice elle a aujourd'hui tout pouvoir sur l'immeuble du 34 rue de roi de Sicile, c'est elle qui doit avancer l'argent aux Lebret pour que s'achève cette longue procédure. Le Ministère de la Justice peut et doit intervenir. Lecanuet fera t-il la sourde oreille ?

Un rassemblement doit avoir lieu ce soir devant le Petit bar à 18 heures pour soutenir les Lebret et dénoncer le scandale des expulsions et de la rénovation de Paris, à l'appel du comité de soutien aux Lebret, de l'intercomités du Marais, du PC, du PSU, et de la LCR. Une réunion unitaire devait avoir lieu hier soir avec des représentants de toutes les organisations, 3000 tracts ont été distribués sur le quartier.

Pour que la C.A.R.P.A. avance les 320 000 francs, contre les spéculateurs et la déportation, habitants du marais, tous au rassemblement !

## Une brochure du syndicat des policiers en tenue UNE AUTRE « SECURITE » ?

Une brochure tricolore attire votre regard dans la vitrine de votre marchand de journaux préféré. Un titre : « Vivre en sécurité » et en figure de proue la photo d'un mastard de flic scrutant l'horizon...

On se dit : propagande, Ponia a encore frappé. Et on achète pour voir. Surprise : c'est l'oeuvre du syndicat national des Policiers en tenue, syndicat majoritaire chez les flics, dont Gérard Monate était naguère secrétaire général.

Le syndicat national n'est pas un repaire de gauchistes et de contestataires : Monate lui-même tient à la préciser dans l'éditorial de la brochure. Pas d'ordre social sans police, c'est la religion inébranlable de Gérard Monate et ses amis. Ensuite, explique en substance la brochure, la société moderne est ainsi faite que les causes de la délinquance se multiplient. La délinquance juvénile, notamment, à laquelle un long article est consacré. Donc, le problème de la sécurité est bel est bien posé : « les cambriolages, les meurtres crapuleux contre les vieillards se multiplient, les chantages à la bombe et les hold-up dans les banques avec prise d'otages se succèdent. Dans ce climat, les bonnes gens admettent mal de voir des gamins chaparder dans les étalages, des adolescents se livrer à des dépradations dans les locaux scolaires ou frapper un professeur. L'opinion s'émue. » Un long article de James Sarazin (journaliste au Monde, auteur du livre la police en miettes) qui dresse un tableau apocalyptique du développement du terrorisme et du banditisme

vient apporter de l'eau au moulin de cette thèse du développement de l'insécurité. Sans oublier une multitude de photos illustrant les aspects les plus spectaculaires du développement de cette violence.

Pour un peu, on serait convaincu. L'analyse du développement de la délinquance juvénile fait « sérieux », elle ne recourt pas aux clichés mussoliniens habituels des Ponia et consorts et préfère se référer aux sommets du monde de la médecine, de la sociologie etc. Les statistiques n'ont pas l'air trafiquées, l'accent est porté sur la nécessité de la prévention de la délinquance autant que de sa répression, la parole donnée à un juge pour enfants... Bref, la « sécurité » que prône le syndicat national des policiers est une sécurité démocratique, responsable, réaliste. Pas exactement celle de Ponia. La brochure insiste sur le fait qu'un flic n'est pas essentiellement un porteur de gros bâton, mais un agent de régularisation sociale, qui donc doit être formé et non embrigadé. « Un stage d'une année est absolument nécessaire pour former un policier ». Le tout sur fond d'une idéologie antifasciste dont le point de référence permanent est l'action des policiers patriotes dans la résistance.

Simplement, il y a un petit problème : le thème de la « sécurité des français » à aujourd'hui un synonyme : Ponia qui, à longueur de semaines, ne cesse de matraquer l'opinion de ses discours fascisants sur l'ordre et le désordre, la subversion et la lutte des

classes et le nécessaire cortège de mesures répressives qui en découle... Le syndicat a beau prendre ses distances (implicitement) avec l'hystérie de son ministre, il n'en vient pas moins à apporter, volontairement ou non, sa petite pierre à l'édifice d'une campagne politique dont les fins lui échappent totalement. Demander que les flics soient recrutés à un plus haut niveau, formés, cela se défend, mais lorsque c'est pour écrire dans un même souffle que Ponia a raison de dire « qu'il ne doit exister en France aucun quartier aucun ensemble, aucun lieu public, aucun moyen de transport en commun, où de jour comme de nuit, les forces de police n'aillent inopinément et en nombre suffisant pour assurer la sécurité des citoyens », cela se retourne exactement en son contraire, pour culminer dans la surenchère avec le dit ministre sur le thème de l'augmentation des effectifs de police et de gendarmerie...

Eh oui ! La campagne raisonnable du syndicat de Monate pour la « sécurité » est l'otage de celle de Ponia. La police « propre » pour laquelle se bat le syndicat de Monate ne vit pas en vase clos : elle est l'outil d'un Etat réactionnaire et le gros bâton d'une société décadente. Ce n'est qu'en remettant cela en cause que le syndicalisme policier peut avancer une alternative aux visées et aux campagnes Poniatovskeskues. Pas en rivalisant avec lui sur le thème de la « sécurité ».

A.B.

## les temps modernes

### CONTRE LE NATALISME

Un débat sur la politique familiale du gouvernement est inscrit à la session parlementaire du printemps. Cette politique, nous le savons, est nataliste.

M.M. Chaunu et Sauvy dont les troupes de choc sont conduites par M. Michel Debré et M. Michel Jobert, mènent une guerre sainte pour que le taux de fécondité des femmes se mette à croître de nouveau. Il convient, tout de même d'apaiser les esprits en dénonçant un certain nombre de mythes.

CHOISIR, association loi 1901 pour la reconnaissance des droits des femmes, vous invite à une table ronde : des enfants pour quoi faire ? Avec Jacques Attali, professeur d'économie, Arlette Magnier, responsable de la commission économie de CHOISIR, Andrée Michel, sociologue maître de recherches au CNRS, Elisabeth Zucker, sociologue démographe.

Jeudi 29 avril à 20h 30, 44 rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup>.

## QUEST apl information

REVUE DE CRITIQUE COMMUNISTE

TOUS LE SAMEDI 1<sup>er</sup> MAI...



...SUR LES BORDS DE L'ERDRE !

138 - 26 Avril - 1,50 F

Vient de paraître  
N'ignorez plus les luttes de la région !  
Abonnez-vous à « Quest-information » :  
Un trimestre : 12 n° 15 F soutien 20 F

**revue de critique communiste**

Antoine, Arthur, Daniel, Bernard

« Que faire ? » (1963) et la création de la Ligue Communiste (1969)

Henri Weber

Stalinisme et métaphysique

Pierre Rousseau

Stalinisme, centrisme et « communisme national »

Destin, Arianne Jean, Nicolas

La perversion, l'amour et la révolution

Guy de la Motte

Que faire de la psychanalyse ? Ou pourquoi la publier ?

Denis Bérard

Cours, militant, le surréalisme est derrière toi

Alain Joffe

La crise de l'armée française et les révolutionnaires

Henri Joffe

Ennuis de Scaphandre ou Badou et la contradiction

Les photomontages sont de Mieczyslaw (DR)

Directeur de la publication : Henri Weber

10, impasse Guéménée, 75 004 Paris (pour toute correspondance)

Abonnement 10 numéros : 60 F

N° de la commission paritaire 5655

Groupes femmes parisiens

Coordination de tous les groupes femmes de la région parisienne (de facs, lycées, entreprises, quartiers) : vendredi 30 avril à 19h Jussieu, Tour 46.

## FEUILLETON : LA JOURNEE D'UNE OS DE LA METALLURGIE

par Françoise Bonnie

## 3/ QUE DE DIVISIONS, DE HAINES ENTRETENUES

Chez nous l'ambiance est chaleureuse. Toutes sont mécontentes de leurs conditions de travail, de leurs salaires, et l'atelier sort souvent entier aux débrayages. Oui, l'atelier est pénible, mais ici, ce n'est pas le genre « minette », les femmes sont rudes et franches.

Tant bien que mal, les heures passent, ponctuées de nos allées et venues aux WC, histoire de couper un peu ces cinq heures de travail du matin.

Et c'est midi. Trois quarts d'heure pour manger. Mais la plupart se contenteront d'un sandwich, d'un fruit, d'un café... En passant devant les bancs du couloir, une ouvrière me fait signe : « Vous savez, quand vous étiez venue me voir sur la chaîne, je n'ai pas osé vous parler, car le chef de production était là (en effet, il me guettait). Je vous ai dit que c'était réglé, mais, vous savez, ce n'est pas vrai... La Martine, elle me fait changer de place sans arrêt pour me rendre mon poste quand le sien ne lui convient pas... Le chef ne disait rien. Cette fois-ci, je ne me suis pas laissée faire, alors elle a attrapé une crise de nerfs et moi aussi... A l'infirmerie, le chef de production est venu et nous a obligées à nous embrasser... » prônant l'entente entre les travailleurs ! Le ridicule ne tue pas ! Cependant, précisons toute de suite qu'« entente » pour lui, veut dire le

compromis le plus dégueulasse qui soit, afin d'essayer de régler le problème avant que le syndicat n'en ait vent ! Ces manœuvres grossières sont fréquentes et malheureusement marchent parfois.

Les histoires de ce genre ne manquent pas ici. Que de divisions, de haines entretenues par les chefs. La matière ne manque pas : sur les fiches de paye, pour un même travail sur un même poste, jamais la même classification... Les plus exploitées ici sont les immigrées : les Yougoslaves. Elles forment une petite colonie et sont le plus souvent affectées aux postes les plus pénibles. Craignant d'être renvoyées, elles font souvent un rendement élevé. Ce pourquoi elles ne sont d'ailleurs pas récompensées car souvent on les gruge dans leur paye, pensant qu'elles ne comprendront rien... Et elles s'attirent le mécontentement des autres qui, lorsqu'elles leur succèdent sur une machine, doivent faire le même rendement. Cela se termine bien souvent par des réflexions du genre : « Elles n'ont qu'à retourner dans leur pays au lieu de prendre notre travail ». Le racisme n'est pas un des moindres fléaux dans la classe ouvrière et la guerre que nous lui faisons dans l'usine n'est jamais terminée.

(à suivre)



« Le siècle d'or de la peinture espagnole » au petit palais

## LE CHANT DU CYGNE D'UNE BOURGEOISIE



La figure bornée et triste jusqu'à la méchanceté de la mère Jérónima de la Fuente Yanez » (tableau de Velasquez)

Depuis la mi-avril et jusqu'au 10 juin, une nouvelle exposition se tient au musée du Petit Palais à Paris : Le siècle d'or de la peinture espagnole, de Gréco à Valasquez.

En moins de dix pages, dans un article pour le *New York Tribune* du 9 septembre 1854, Marx écrit la meilleure histoire des trois premiers siècles de l'Espagne monarchique. Le « Siècle d'or », c'est le centre de cette histoire misérable où « chaque prince, pris à part, eût suffi à ruiner une nation ».

C'est donc un de ces cas typiques (souligné par Engels à propos du XVIII<sup>e</sup> allemand) de décalage apparemment paradoxal entre la décadence économique et sociale et la floraison artistique d'une époque. Tout « marxisme » économiste butte sur de tels phénomènes qu'il n'a plus qu'à ignorer ou à nier. En revanche, l'historique de Marx peut nous guider ici pour comprendre cette contradiction et ainsi s'expliquer l'efficacité de choc stimulant et la plénitude que gardent les oeuvres majeures de ce temps, dont l'exposition du Petit-Palais présente un certain nombre.

### Un reflet troublé

Un certain nombre, qui ne sont pas toutes les oeuvres exposées là. Car il en va de cette « peinture du Siècle d'or » (1550-1700) comme de bien d'autres « époques » ou « écoles » : son unité n'est que de temps et de lieu, et ce siècle n'est

d'or que par un nombre relativement limité d'artistes qui crèvent de beaucoup le « reflet » d'une société où « la liberté espagnole » avait disparu « dans le cliquetis des armes sous une véritable pluie d'or et aux lueurs terribles des autodafés ». Un tel « art reflet » de la société absolutiste et cléricale terroriste, il n'est présent à cette exposition que par les thèmes des tableaux, et sous ses aspects les plus raffinés - les oeuvres de Valdès Léal, par exemple, dont les pires ne sont pas exposées - et non sous aspects dominants, celui des passions sculptées grandeur nature et violemment colorées, blêmes et sanguinolantes, du musée de Valladolid. (Toutes les expositions d'art ont d'ailleurs cet aspect de sélection-extraction d'oeuvres hors de leur contexte, ne serait-ce que celui de l'art dominant du temps considéré). L'art - au seul sens propre possible du mot - c'est précisément ce qui ne reflète pas, ou plus exactement, ce qui renvoie un reflet inversé, troublé, inquiétant, sélectif et actif.

### Génie inexplicable ?

Où le critique du monde ne voit que génie inexplicable, il n'y a expression suprême, dernière manifestation de vitalité d'une classe qui fut une des premières grande bourgeoisie d'Europe, celle qui eut la première le plus de pouvoir face aux féodaux, le plus longtemps, avant que les sociétés féodales ne se constituent en grands états monarchiques, et qui fut brisée par un absolutisme qui put se passer d'elle grâce à l'or de l'Amérique,

avec l'appui des bûchers de l'Inquisition. « Napoléon - écrit Marx - qui semblable à tous ses contemporains, ne voyait dans l'Espagne qu'un cadavre sans vie, fut très péniblement surpris de découvrir que, si l'Etat espagnol était bien mort, la société espagnole était pleine de vie et de santé et, dans toutes ses parties, regorgeait de force de résistance ». Napoléon, évidemment n'avait pas su lire la peinture de Goya.

Tout au long du siècle d'or, elle était politiquement brisée, la bourgeoisie qui avait su dire à Charles Quint : « Seigneur, sachez que le roi n'est que le serviteur salarié de la Nation. » Mais sa sève s'exprima avec une vigueur égale à ces hautes paroles de naguère dans des oeuvres littéraires et picturales - qui sont un refus de toute humiliation, une affirmation de toute résistance des profondeurs qui se dressera soudain, sous forme de guerrilleros paysans, devant Napoléon éberlué.

### Le haut réalisme dénonciateur de Velasquez

Cette puissance éclate dans le haut réalisme dénonciateur de Velasquez, ses Philippe IV, son Infant Don Carlos, avec leur air d'idiot qu'ils étaient, la figure bornée et triste jusqu'à la méchanceté de la Mère Jérónima de la Fuente Yanez (les autres aspects de Velasquez ne sont pas présents là), mais plus subtilement - innocemment - dans la manière dont le monde profane crève les sujets religieux obligés en y réintroduisant le profond paganisme espagnol, comme dans les Murillo de Séville qui achèvent la laïcisation des thèmes, déjà amorcée par le Gréco - dont la fameuse Sainte Famille de Tolède n'est autre que sa propre famille, et dans l'évidente érotisation de l'Immaculée Conception (il suffit de la comparer à celles de Pachaco et d'Antonine).

Plus profondément encore, ne peut-on pas voir dans l'omniprésence - qui serait encore plus évidente dans un choix plus « sociologique » des oeuvres - des Christs suppliciés et des saints martyrs témoignant, ces victimes magnifiées, et troublant la volonté terroriste consciente de la commande, une autoprojection du peuple espagnol lui-même à laquelle se prêtait l'ambiguïté de la symbolique chrétienne ?

D'une toute autre façon, sous l'influence dominante de la peinture hollandaise, les natures mortes ne sont plus, transplantées, des manifestations de joie et d'avidité de vivre, mais d'un ascétisme qui, pour forcé qu'il soit, n'en est pas moins assumé en volupté hautaine. En négligeant les tableaux qui ne sont que répliques plus ou moins bien naturalisées de l'art italien, on peut saisir une unité de palette qui, elle, a hispanisé clair obscur et caravagisme aux teintes de l'Espagne appauvrie - de la terre à la vêtue - sous son soleil de plomb qui pâlit les couleurs et exige l'ombre.

### Un dernier éclat agonique

En dépit de sa conception conformiste - donc confusionniste - on peut donc dégager dans cette exposition l'image d'un peuple, dans la pire conjoncture, a pu et su se donner de lui-même pour se forger sa résistance. La vérité de cette image à déchiffrer, sa beauté, elle s'est confirmée et rendue plus claire dans l'action de ceux qui ont réanimé le flambeau de l'antique bourgeoisie dont l'art du siècle d'or projetait un dernier éclat agonique : le prolétariat révolutionnaire espagnol et la paysannerie pauvre son alliée.

Michel Lequenne

# société

## l'homme des casernes

### UN INSOUMIS AU TROU

Jérôme Lacampagne, in-soumis depuis octobre 75 a été arrêté le 26 mars 76. Jérôme travaillait au chantier autogéré d'Amiens. Les chantiers autogérés de Picardie regroupent des objecteurs, des in-soumis, des camarades étrangers (Allemands, Hollandais). Les personnes regroupées dans les chantiers construisent des maisons pour les mal-logés, marginalisés par la société capitaliste.

Jérôme est actuellement à la citadelle de Lille. Il doit être transféré à la prison de Loos-Lille dans les jours qui viennent. Il risque deux ans de prison. Un comité de soutien s'est créé sur Amiens. Son adresse : Comité de soutien à Jérôme Lacampagne, App. 2, 1 rue Cognard - 8000 Amiens.

### RETOUR D'EXERCISE 9 BLESSES

Neuf militaires engagés du 3<sup>e</sup> RIMA de Vannes ont été accidentés en début de semaine, alors qu'ils revenaient en camion d'un exercice de

nuits. Deux d'entre eux sont dans un état grave.

Accident banal ? Non : le chauffeur, après les exercices, était dans un état de fatigue tel qu'il s'est endormi au volant de son véhicule. Une fois de plus c'est donc le mépris total des règles les plus élémentaires de sécurité qui est en cause.

### INTIMIDATION A GRANVILLE

Le comité de soldats du 1<sup>er</sup> RIMA de Granville (Manche) proteste contre les mutations totalement arbitraires qui viennent de frapper 8 soldats appelés de leur régiment. Ces soldats ont été mutés dans différents régiments de France et de RFA. Cette mesure d'intimidation ne saurait en rien affecter la combativité des soldats décidés à obtenir gain de cause sur l'ensemble de leurs revendications.

### 1<sup>er</sup> MAI

Le comité de soldats du 27<sup>e</sup> RI de Dijon vient de se joindre aux 17 comités de soldats qui, à ce jour appellent à la participation aux manifestations du 1<sup>er</sup> Mai.

### TEMOIGNAGE

## MES « 3 JOURS »

Le matin au centre de sélection n° 1, au Fort Neuf de Vincennes. Entre deux bâtisses napoléoniennes quelques centaines de futurs bidasses commencent à poireauter longtemps aujourd'hui, ces jeunes travailleurs, ces étudiants convoqués pour faire leurs « trois jours ».

Entre deux « tests », entre les différents épisodes de la visites médicales, aux portes du réfectoire : poireauter, et se faire engueuler. Ça tiendra tellement de place dans leur vie pendant un an qu'il vaut mieux qu'ils s'y fassent tout de suite, les futurs trouffions. Le dirigisme infantilisant aussi, il faut que ça rentre. « Prenez vos crayons, posez vos crayons », « Tournez pas la page sans qu'on vous le dise », « Sortez par rangée ». Ce style là, le plus attardé des pédagogues de l'Education nationale ne le défend plus.

Les engagés qui encadrent le troupeau en voient défiler des dizaines de milliers par an, des postulants au service de la patrie. Quelques mois d'affectation au CS n° 1 ça vous érousse vite le sens du contact humain...

La morosité et le style rigolard-sans-conviction cèdent vite le pas à une franche animation avec la séance de cinéma obligatoire. A l'affiche un « docu » grandiose sur l'allocation nocturne de Giscard à Mourmelon et une mièvrerie affligeante sur la coopération armée-population (où l'ombre sinistre de la DOT se profile à l'horizon). Les gentils

organisateurs (gradés engagés) n'ont pas la conscience tranquille et n'y vont pas par quatre chemins : « Vous ne serez peut être pas d'accord avec ces deux films mais c'est pas notre problème et on vous demande de ne pas foutre le bordel. Sinon on arrête et on continue après le retour au calme ». Comme ça, tout le monde est prévenu... et les réactions ne se font pas attendre. L'apparition de Giscard est immédiatement accueillie par des noms d'oiseaux, sa péroraison sur « la France, un des peuples les plus courageux de l'histoire » est dû ment saluée par une salve de huées ironiques. Bref bilan plutôt négatif pour l'intox ciné-psychologique.

La journée de sélection est finie, les jeunes recrues quittent le Fort, déjà les ordinateurs militaires digèrent les renseignements divers recueillis, les résultats des tests psychosociologiques. Qu'en sortira-t-il ? Un poste pépère dans une administration parisienne, ou une affectation dans un commando en Allemagne. Sera-t-on gratte-papier ou grenadier-voltigeur ? Qu'importe, c'est souvent le crayon rouge de la SM qui tranchera.

Julien Cedric

PS : A noter qu'une bonne moitié des recrues à qui on a proposé les EOR (Elèves officiers de réserve) a refusé immédiatement.



## Toulouse-le-Mirail

### UN CENTRE CULTUREL COMME UN AUTRE ?

Le Mirail : une ville champignon de 15 000 habitants à la périphérie de Toulouse. Deux centres commerciaux, de maigres équipements scolaires et un centre culturel et sportif qui étale un luxe tapageur dans la grisaille du béton qui l'entoure. Chaque jour, une petite équipe d'animateurs s'efforce de proposer quelques activités à une poignée d'adhérents. Seules les activités sportives paraissent connaître quelque succès. Un échec. Un de plus. Au Mirail comme ailleurs, les activités culturelles se heurtent à un mur d'indifférence. A qui la faute ? A la fatalité ou à une certaine conception de la culture et de l'animation ?

Une animatrice démissionnaire pose aujourd'hui publiquement le problème dans une « lettre ouverte aux employés et aux adhérents ». La section CFDT des communaux de Toulouse soutient son action et participe activement à la diffusion de la lettre dans le quartier.

**L'animateur, un inconnu de la Fonction publique et des habitants :** à Toulouse, les animateurs qui travaillent dans les centres culturels municipaux et les clubs de jeunes dépendant de la Mairie ne possèdent aucun statut. Au mieux ils sont recrutés par contrat annuel, au pire ils sont dans la situation de journaliers. Ils sont toujours à la merci d'un chan-

tage au licenciement. Dans ces conditions, les équipes d'animation ne peuvent engager un travail à long terme, ce qui revient à donner un pouvoir exclusif aux chefs de service et à Krynen, adjoint au maire (RI). Toute activité qui n'a pas l'heur de plaire à ces messieurs court le risque d'être sabotée, même (et surtout) si elle trouve un répondant dans le quartier. Dès lors, il devient impossible pour les animateurs d'envisager une action qui corresponde véritablement aux besoins des résidents.

Plaqués sur les quartiers en fonction des aléas de la politique culturelle (et électorale) municipale, les structures sont sous équipées ou orientées vers des activités d'élite artistique ou spectaculaire. Verrues dans un cas, vitrines dans l'autre, elles sont désertées par ceux-là mêmes qui devraient les utiliser. Au Mirail, ce phénomène est aggravé par l'attitude du directeur du centre.

**L'animateur, un pion entre les mains du directeur :** exécuter des basses œuvres de la municipalité RI mais affilié au PS (on ne sait jamais ce qui peut se passer), Lebrun allie savamment la répression et la démagogie verbale. Considérant les adhérents comme de simples consommateurs, il leur refuse le moindre droit de regard sur le fonctionnement du centre. Il s'oppose à ce qu'ils uti-

lisent le matériel pourtant sophistiqué et largement sous-employé au service d'une expression libre. Lebrun ne veut pas que les outils (les siens ?) permettent aux habitants de comprendre leurs conditions de vie et d'agir sur elles. Il préfère leur offrir des spectacles. Malheureusement, les résidents ne sont pas compréhensifs. Les jeux du cirque se déroulent devant un parterre presque vide ou occupé par des spectateurs extérieurs au quartier.

Mais Lebrun ne s'en tient pas là. Maniant avec dextérité le « régulateur », il fait régner un ordre policier dans l'établissement :

- rétention de l'information
- refus de la formation permanente
- contrôle policier de l'emploi du temps
- division du personnel : animateurs contre employés
- répression syndicale permanente (en particulier cgt les délégués).

Dans ce climat d'insécurité et de blocage, les salariés n'ont que deux solutions pour éviter les tracasseries quotidiennes ou les licenciements : démissionner ou demander leur mutation. Depuis sa création, plus de cinquante personnes ont « disparu » du centre. Cela doit cesser.

Correspondant

## Dans l'objectif

### PROVINCE

#### AMIENS

Hier, c'était Brahms et *Folies bourgeoises* de Planchon à la Maison de la Culture. Aujourd'hui, c'est toujours *Folies bourgeoises* à 20h 30, mais accompagné, dans une autre salle, d'un débat sur *L'émancipation des femmes chinoises*, avec C. Julien. Il n'y a pas plus de rapport qu'hier entre l'un et l'autre **BESANCON**

A la boutique théâtre de l'île St Pierre, le Centre théâtral national présente une pièce d'Armand Gatti, *La journée d'une infirmière*, qui avait été jouée à Lip, l'été 1973, par le Théâtre du 20°.

#### CLERMONT

La cinémathèque L'essai continue à présenter des programmes alléchants. En ce moment, il s'agit de *A cheval sur le tigre*, un vieux Comencini récemment ressorti en France après le succès — beaucoup moins mérité si vous voulez notre avis — de *Mon dieu, pourquoi suis-je tombé si bas ?*.

#### GUERET

Toujours et encore la semaine Mocky à la MJC de l'avenue Fayolle. Après *L'étalon*, c'est aujourd'hui *L'ombre d'une chance* à 21h. Un film sans vedettes, un film déshiré. Question : comment fait Mocky pour durer et surtout rencontrer le succès en étant aussi délibérément marginal dans le monde du cinéma ? Réponse — peut-être — demain, puisque Mocky sera là en personne pour animer un débat après la projection de *Il y a un ibis rouge*.

#### LE CHEYLARD

Si vous ne connaissez pas Jean Kergrist, le clown atomique, voilà une excellente occasion, puisqu'il sera chez vous ce soir, avec sa

centrale « baladeuse ». La seule centrale au monde entièrement démontable à la main.

#### LILLE

L'association TAMAM (qui c'est ?) présente François Béranger, à 20h. 30, salle Salengro au Grand Palace.

#### LYON

AA-t-on le droit d'être homosexuel en 1976 ? Ce n'est pas nous, c'est Le Cinématographe, 44 cours Suchet, qui pose la question. Et pour aider à formuler la réponse, ses animateurs ont programmé un cycle *L'autre amour* jusqu'au 18 mai. Ce soir, vous pouvez voir *Une chose très naturelle* à 18h. et 21h. 40 et *Pink Narcissus* à 1h. 45.

#### RENNES

Voir une pièce, c'est bien. Savoir comment elle a été montée, quelles règles ont dû être respectées, quelles difficultés ont été rencontrées permet de mieux comprendre le théâtre et sa « magie ». Passer une fois de l'autre côté du rideau, ça vous tente ? Le Théâtre du Bout du Monde est prêt à vous en offrir la possibilité à 9h. 30 et 14h. 30. Pour savoir comment les joindre, il faut aller vous renseigner auprès du service accueil de la MJC.

#### STRASBOURG

Tiens, c'est la première fois qu'on s'intéresse à Strasbourg ! Si on en juge par la page que Le Quotidien... de Paris a consacré à « La révolution culturelle en Alsace », il doit pourtant se passer des choses dans l'Est. Pour l'instant, faute d'autres informations, signalons que la MJC du Meinau accueille une projection de *Shea stadium*, un film avec les Beatles. A 20h. et 22h.

#### TRAPPES

LE Théâtre Action de Grenoble

est au CET pour jouer *Désir à crédit*. « C'est toute la société de

production et de consommation, son éthique décentrée de la vente à outrance, de l'homme réduit à l'état de machine à désir qui apparaît, se nourrissant de la misère

même des hommes et des femmes ». Autant dire qu'à 18h., vous avez quelques chances de voir un spectacle intéressant.

#### BANLIEUE

##### CRETEIL

**Au cinéma du réel, à la maison des arts et de la culture.** Au cinéma du réel, à la maison des arts et de la culture, un film de Joris Ivens : *17e parallèle*. Jeudi 29 avril, 18h15, 20h30.

##### MASSY

L'association des foyers internationaux (résidence de Massy — 3, allée de Madrid) organise la projection d'un film de G. Gilles, *Absences répétées* (1972). 21h00.

##### VINCENNES

Pour terminer sa saison le théâtre Daniel Sorano présente après *Woyzeck* et *Deux pour cent*, *Le misanthrope* ou *Regards sur la folie au siècle de Louis XIV*. L'« estrade », compagnie Daniel Benoin en a confiée la mise en scène à Jean-Pierre Dougnac. « Jouer le *Misanthrope*, paradoxalement, c'est comme s'engager dans une contrée inconnue, embarrassé de la boussole de Vadius et de l'astrolabe de Trissotin. Mais au détour de ma mémoire, je me suis souvenu de ce grand barbu roux aux yeux couleur bleu-feve (c'était mon professeur de français) et de sa timide complainte sur la permanence de ce romantisme de l'homme, même quand il est pris aux filets de l'interdiction, et mutilé dans sa faculté fantastique, celle de concevoir et d'exprimer ses

utopies. » dit-il. Du 29 avril au 20 mai. Jeudi 29 avril à 14h30, rue

Ch. Pathé — Tel: 808 73 74.

### PARIS

A partir d'un travail collectif, la compagnie l'Eolienne nous propose une réflexion sur une vision moderne d'une légende galloise sur un fond de musique celtique. Ça s'appelle « Myth'mac » et ça passe au théâtre de l'ARC. 3, rue du Dr Calmette — Clichy, Mo Porte Clichy — 29.30 avril, 1er mai : 20h30.

A l'atelier d'expression libre une exposition sur laquelle nous reviendrons. « Comment les enfants imaginent et dessinent la maison. » Les dessins ont été réalisés par des enfants de 4 à 15 ans dans des écoles, collèges, bibliothèques ou à leur domicile. 8, passage de la Moselle — Paris 75 019 — Mo Laumière. Tous les jours, sauf les lundis, mardis et dimanche de 14h00 à 20h00.

#### MUSIQUE

Méline au café d'Edgar, c'est un groupe folk qui milite pour le retour à la musique acoustique et au son naturel des instruments (vielle, épinette, etc.).

Le café d'Edgar présente aussi des spectacles de théâtre : *La Chose* par le théâtre de l'escalier (22 h 30) et *Frissons sur le secteur* : one woman show de Dominique Lavanant, textes de Claire Bretecher, Serge Ganzl, D. Lavanant. Il se passe beaucoup d'autres choses au Café d'Edgar, on vous a mis l'eau à la bouche, renseignez-vous. (58, bld Edgar Quinet).

#### PEINTURE

Après leur occupation du centre Pompidou, les peintres de la Jeune peinture ont obtenu un lieu pour exposer, leur salon se tient au Musée du Luxembourg à partir d'aujourd'hui sur le thème : travail collectif/travail individuel.

## télévision

Jeudi 29 avril



- 18.15 A la bonne heure**  
Les huissiers : ces personnages « sympathiques » qui sont chargés des saisies.
- 20.00 Journal**  
**21.20 L'événement, magazine d'actualités de Christian Bernadac.**  
Le programme ne nous a pas été communiqué mais il y aura certainement un reportage sur « l'affaire » Agret et le procès de Pierre Goldman.
- 22.20 Allons au cinéma**  
André Halimi présente des extraits du « Voyage de noces » de Nadine Trintignant, de « F comme Fairbanks » de Maurice Dugowson, etc.



- 18.00 L'actualité d'hier : l'histoire du 1er Mai, fête du travail.**  
Ce n'est pas tous les jours que la télévision s'intéresse au mouvement ouvrier ! Ne faisons pas la fine gueule mais juste une remarque, le 1er Mai c'est surtout une journée de lutte internationale des travailleurs et pas seulement la « fête » du travail...
- 20.00 Journal**  
**20.30 Le grand échiquier.**  
Avec Herbert Pagan, Milt Buckner, et surtout Jacques Bertin et Béa Tristan (qui font partie de ceux qu'on n'entend jamais à la radio...).



- 19.40 Tribune libre : Le mouvement de la paix.**  
**20.30 La colère de Dieu, un film américain de Ralph Nelson (1972) avec Robert Mitchum, Rita Hayworth.**  
Le cinéaste du « Soldat bleu », une sévère démythification du rôle de l'armée américaine vis-à-vis des indiens, nous donne une parodie amusante des westerns spaghetti.
- 22.15 Journal**

## « LES APPRENTIS SE REVEILLENT ! »



Un nouveau film de « cinéma rouge » : Film-constat sur les différents problèmes auxquels sont confrontés les apprentis : discipline, cadences, conditions des filles dans le collège, vidage, existence d'un comité de lutte. Fiche-technique : format (16 mm, noir et blanc). Durée : 15 mn. Pour louer une copie, s'adresser au 10 impasse Guéménée (Secrétariat CET).





## Le procès de Pierre Goldman

### RUDE JOURNEE POUR JOBART

Amiens, de notre envoyé spécial,  
Georges Marion

Avec l'audition du commissaire Jobart, venu déposer devant la cour d'assises de Paris, nous sommes entrés dans une nouvelle phase du procès. Jusqu'à présent, les témoins s'exprimaient sur ce qu'ils avaient vu du double meurtre du boulevard Richard-Lenoir. Maintenant, les policiers vont raconter l'enquête qu'ils ont menée.

Le commissaire Jobart a supervisé l'enquête, même s'il n'y a pas

participé directement. Il est maintenant directeur adjoint de la police judiciaire. Rond, apparemment jovial, le commissaire dépose à la barre d'une voix assurée. Il connaît son dossier sur le bout des doigts. Invariable depuis le premier procès, Jobart décrit comment, sur une « information », la Criminelle a entendu parler à la fin du mois de mars 1970, d'un nommé « Goldi », passionné d'armes. Ce Goldi était, d'après la police, Pierre Goldman arrêté en avril, d'après les renseignements de l'indic « X2 » dont Jobart ne parlera pas.

Les conditions dans lesquelles se sont déroulées les reconnaissances par les témoins ? Jobart sait seulement qu'il a donné des ordres pour qu'elles se passent dans les meilleures conditions possibles d'objectivité et qu'apparemment ces conditions ont été remplies. Quant aux détails, il laisse le soin au commissaire Leclerc de les exposer.

#### Un témoin embarrassé

La défense l'interroge alors sur un article du Figaro, paru le 10 avril, soit moins de 48 heures après l'arrestation de Goldman, autrement dit à un moment où aucune information officielle n'a été livrée sur l'affaire. « Cet article du Figaro parle d'un individu bien connu des services de police, pour avoir été fiché comme « katangais » durant les événements de Mai 68. Or, Goldman, vous le savez et vous l'avez reconnu, n'a jamais fait partie de ce groupe de La Sorbonne », dit Me Kiejman. Jobart acquiesce et

dévie : pour lui, c'est l'évidence, on n'a pas poursuivi Goldman parce qu'il était un ancien « gauchiste ». D'ailleurs, et le commissaire semble le regretter, aucun « délinquant » de 68 ne l'a été, bien qu'ils soient connus de la police.

QUI A FAIT UNE LONGUE ENQUETE SUR CHACUN D'ENTRE EUX. « Cet article dit que Goldman est un ancien condamné, ce qui est tout aussi faux ; poursuit Kiejman, et ce type d'information ne pouvait venir que de fuites policières. Mon propos est simple : au moment de l'arrestation de Goldman, la police avait deux convictions (ancien condamné et ancien katangais) qui expliquent que, certaine de la culpabilité de Goldman, elle n'ait pas pris les précautions d'usage pour la vérifier. On n'interroge pas avec les mêmes égards le fils d'une notabilité susceptible d'avoir commis un meurtre et un individu tel que la police le dépeint par cette fuite du Figaro ».

#### Un fait nouveau

Mais Jobart n'est pas au bout de ses peines. A une question de la défense, il admet, fait nouveau et capital, que la police, sur les informations de X2, savait que Goldman possédait deux armes (un P 38 et un Herstal), dont l'une (le P 38) était du même type que l'une des armes utilisées boulevard Richard Lenoir. C'est sur la base de ce fait que la police a cru Goldman coupable du meurtre et l'a arrêté. Or, l'enquête a prouvé que les armes de Goldman n'étaient pas celles qui

avaient été utilisées, faisant tomber du même coup le principal élément de la conviction policière, celui qui aurait pu constituer la preuve matérielle de la participation de Goldman au meurtre dont il est accusé. Sur quelles bases, alors, a-t-on fait plonger Goldman et pourquoi ? Monsieur le Commissaire ne le dira pas.

#### L'audience d'hier

Les policiers qui entouraient Goldman, comme mannequins, lors de la confrontation avec les témoins en 1970, sont ensuite venus à la barre, hier, pour affirmer que le présumé coupable ne se différenciait en rien d'eux-mêmes. Faux, rétorque la défense, qui dévoile une photo grandeur nature montrant Goldman tel qu'il était habillé au premier jour de son arrestation vêtements frippés, jeans démodés, figure lourde de fatigue, contrastant avec les visages frais et les vêtements propres des policiers. Goldman, dans ces conditions, ne pouvait qu'attirer l'attention.

A l'audience de l'après-midi, viennent les policiers qui ont été chargés de l'enquête. A l'inspecteur Le Bert, un juré demande le nom de X2. Nous y voilà donc. « C'était un indicateur occasionnel », dira Le Bert. En fait, il sera clairement suggéré que X2, en échange de ses « renseignements », a bénéficié d'arrêts de poursuites. Et quand Me Kiejman demandera si X2 n'était pas le complice de Goldman dans les attaques qu'il reconnaît, Le Bert refusera de répondre, comme,

d'ailleurs, à bien d'autres questions. Mais, comme Jobart, il reconnaît que X2 a cité les armes P 38 et Herstal, que c'est encore lui qui a aiguillonné les policiers vers l'endroit où elles se trouvaient, chez René Urjin. Mais, lorsque, chose exceptionnelle, un juré presse le policier de donner le nom de X2, l'inspecteur se troublera au point de susciter une intervention de l'avocat de la partie civile. Celui-ci, se tournant vers Goldman, lui demandera de répondre au juré : refus de Goldman : « Je ne le donnerai jamais ».

Georges Marion



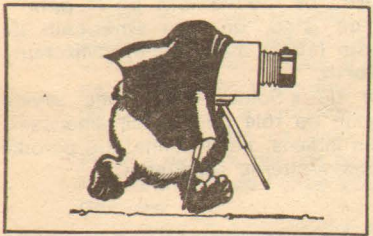
L'avocat général



Régis Debray témoigne

### BIRZEIT, VILLAGE DE CISJORDANIE OCCUPEE

Un reportage de notre correspondant, Michel Warzhawski



Bir Zeit, près de Ramalla, est un des plus beaux villages de Cisjordanie, connu surtout pour son collège, l'un des deux universités palestiniennes sous occupation israélienne. Les petits bâtiments éparpillés et quelques étudiants récitant leurs cours tout en déambulant dans le cadre pastoral laissent croire que tout est calme à Bir Zeit. On ne voit aucun soldat. Mais il suffit de rentrer dans la cénétariat pour se convaincre que le collège de Bir Zeit reste un des centres de la mobilisation des Palestiniens de Cisjordanie contre l'occupant sioniste.

Sur les murs, des slogans rouges et noirs : on peut lire entre autre : « grève ! », « Non à Sadate le réactionnaire ! », « oui au front populaire de libération de la Palestine », « Non à la paix ! », « oui à l'OLP ! », « un seul peuple en Galilée et en Cisjordanie occupée, une seule lutte, un seul objectif ».

Nous avons posé quelques questions à quatre étudiants et à un professeur (les noms sont évidemment fictifs)

Question : Bir Zeit est un des centres les plus militants de Cisjordanie. Pouvez-vous décrire les manifestations auxquelles vous avez participé et la répression des forces israéliennes ?

Nabil : il y a environ deux mois, nous avons organisé une des premières manifestations contre l'occupation de la mosquée Al Aksa par les israéliens. Un des officiers israéliens a été légèrement blessé par une pierre. Pour se venger, il donna l'ordre à ses troupes d'envahir les dortoirs où se trouvaient des étudiants qui ne manifestaient évidemment pas. Ça a été un véritable carnage. Tout a été détruit et on retrouvait du sang partout. Des étudiants à moitié nus étaient pourchassés par des soldats hystériques. De nom-

breux blessés et six étudiants, arrêtés et jugés sur le champ, sont condamnés à des amendes de 3 500 livres (2000 F). Après cette manifestation je suis allé au camp de réfugiés de Jenin et j'ai vu les soldats sionistes obliger des vieillards de plus de 60 ans à démanteler les barricades sous les menaces et les rires ironiques. Puis nous avons été obligés, tous les mâles, à rester pendant de nombreuses heures sous la pluie. Plusieurs jours de suite ce manège se reproduisait.

Said : Pendant plus d'un mois la répression a été permanente. Souvent plus grotesque qu'efficace. Le vendredi, par exemple, les soldats ont pris l'habitude de jeter des pierres et des tomates sur les gens qui sortent de la mosquée. Les travailleurs qui reviennent de leur travail sont obligés de nettoyer pendant des heures les rues et d'enlever les pierres et les cailloux qu'ont laissés les manifestants. Quotidiennement on voit des soldats battre des jeunes lycéens, leur lancer des pierres et leur crier des injures racistes. Ici à Bir Zeit, après le pogrome les troupes ne viennent plus : trop de journalistes sont venus voir les effets de « l'occupation libérale ».

Rudaina : dimanche dernier, pendant la marche d'une journée nous sommes allés manifester à Ramallah. C'est avec des chenillettes que les soldats nous ont dispersés. J'ai vu des soldats prendre un enfant de six ans environ et le battre avec un matras jusqu'à ce qu'il perde connaissance pendant que sa sœur pleurait à côté de lui. Des dizaines de jeunes ont été condamnés immédiatement à des amendes se chiffrant en milliers de livres.

Question : est-ce que la répression a été efficace ?

Je ne pense pas que ce soit un souci d'efficacité qui dicte aujourd'hui la conduite des soldats israéliens. C'est la haine et la volonté de vengeance. Ils se sont habitués à une population palestinienne passive et n'acceptent pas de nous voir lutter pour nos droits. Il suffit de voir comment ils frappent des enfants de huit à dix ans. On sent qu'ils veulent tuer et effectivement ils tirent de plus en plus souvent sur la foule. Cette répression sans distinction a eu un effet contraire de ce qu'ils attendaient : ils n'ont pas réussi à briser la combativité et aujourd'hui tout le monde se sent concerné.

Question : quand il y a un mort les communiqués officiels parlent d'accident regrettable et involontaire.

Mobil : quand la semaine dernière Jan'ho (un collaborateur notoire) a assassiné un réfugié palestinien (après qu'il n'ait pas été élu aux élections municipales, il est venu se venger dans un camp de réfugiés palestiniens, et a tiré sur un réfugié), nous avons loué quatre autobus et sommes allés organiser une manifestation de solidarité dans la maison du défunt. Les soldats sont venus en chenillettes et ont commencé à frapper violemment les manifestants. Ils sont restés à la porte du camp de réfugiés et nous avons commencé à lancer des pierres. Ils ont tiré et un enfant de six ans a été tué. Ce que la presse israélienne a annoncé est un mensonge : le gosse n'a pas tenté de prendre le fusil du soldat, puisque nous étions à plusieurs mètres d'eux. De toute façon comme le dit la presse israélienne, les soldats tirent en l'air et les enfants sont mortellement touchés, à croire que tous les palestiniens ont des ailes.

Question : le collège de Bir Zeit

continue d'être mobilisé, comment avez-vous réussi à concilier votre activité et vos études ?

Feyçal : les profs soutiennent évidemment la grève et ne veulent pas « punir » les élèves pour leur mobilisation. Ils se sont donc mis d'accord avec les étudiants pour que ceux-ci concilient leurs activités politiques et leurs études. Les étudiants se sont engagés à

étudier plusieurs jours par semaine, et à rattraper ce qu'ils ont manqué à cause de la grève par des cours supplémentaires. Quoi qu'il en soit les autorités ne peuvent pas compter sur les profs pour briser le mouvement et

la prévue en est que le Recteur de l'université a été expulsé par les autorités.

#### DERNIERE MINUTE

#### LE LOCAL PARISIEN DE LA LCR ATTAQUE

Hier soir, vers 21 heures 45, une soixantaine de fascistes ont attaqué le local parisien de la LCR, 10 impasse Guéménée. L'attaque a duré quelques

minutes, le temps de lancer trois grenades au chlore. Le début d'incendie a été immédiatement maîtrisé par la trentaine de militants présents. Une riposte unitaire s'organise.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

| NORMAL       | COLLECTIVITES | ETRANGER |
|--------------|---------------|----------|
| 1 AN 300 F   | 200 F         | 500 F    |
| 6 MOIS 150 F | 100 F         | 250 F    |
| 3 MOIS 80 F  |               | 130 F    |

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal).